

Bulletin d'Information

Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation"

Numéro 5

Tous les documents du Réseau sont publiés en français et en anglais

Juillet 1996

Editorial

Dans ce numéro, qui constitue l'avant-dernier Bulletin d'Information du Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation" (RRN), avant que nous ne nous embarquions pour une nouvelle phase de trois ans (octobre 1996-octobre 1999) avec l'appui de nouveaux donateurs, il est très encourageant de faire rapport sur les échos positifs que nous avons reçus au questionnaire adressé à nos membres avec le mailing de février (voir la section Réactions). Vos commentaires n'ont fait que conforter notre enthousiasme et notre conviction selon laquelle partager l'expérience et les enseignements appris entre les membres du personnel qui assurent l'aide d'urgence et la réhabilitation revêt une importance cruciale pour rehausser les niveaux et l'efficacité des programmes d'aide humanitaire. Les Revues sur l'Etat des Connaissances, publications centrales au RRN, ont reçu un accueil particulièrement favorable. *La Revue sur l'Etat des Connaissances N°3* sur les Distributions générales de vivres lors des situations d'urgence a été envoyée en février 1996. Elle offre un examen approfondi du travail des agences humanitaires sur le terrain et décrit la vaste expérience personnelle des deux auteurs dans ce domaine essentiel de l'aide d'urgence. *La Revue sur l'Etat des Connaissances N°4*, qui sera distribuée prochainement, se penche sur les diverses méthodes dont se servent les agences humanitaires pour recenser et enregistrer les populations en vue de donner au personnel de ces agences les principes de base à appliquer sur le terrain.

Le rapport sur le Rwanda

Le présent mailing du RRN suit de près la publication de *La Réponse internationale au conflit et au génocide : Enseignements à tirer de l'expérience au Rwanda* (de l'Evaluation conjointe de l'aide d'urgence au Rwanda), considérée par beaucoup comme étant un rapport exceptionnel et innovateur. *Le Dossier thématique N°16* expose brièvement les principales conclusions et recommandations de l'Etude III de ce document, qui est centrée sur l'aide humanitaire au Rwanda et sur ses effets entre avril 1994 et décembre 1995 (Etudes I, II et IV se penchent respectivement sur le contexte historique, sur la poussée vers le génocide et la guerre et sur les phases de rapatriement et de réhabilitation).

Dans ce numéro...

Articles...

"Les forfaits de services"	8
Les réfugiés au Sud-Kivu	11
Les systèmes d'information géographique	14
L'imagerie par satellite	17

Actualités...

"People in Aid"	19
Urgence-réhabilitation-développement	20
Les ONG japonaises et l'aide d'urgence	21
Le Sommet de Madrid	22
Le Sommet alimentaire mondial	23
IRIN	23

Réactions	4
-----------	---

Mise à jour	23
-------------	----

Stages de formation	29
---------------------	----

Conférences	31
-------------	----

Publications	35
--------------	----

ISSN: 1353 8713

© Overseas Development Institute, 1996

Editorial (suite)

Cette *Evaluation Conjointe* représente une étude sans précédent sur une opération humanitaire de premier plan appuyée par un nombre et une diversité considérables d'organisations et d'agences humanitaires. L'expérience au Rwanda a mis en lumière des questions très importantes dont le manque de cohérence dans les objectifs, de financement par les bailleurs de fonds et de mesures de planification préalable, d'alerte rapide et de dispositifs d'intervention, de coordination, et également le rôle des forces militaires dans les opérations humanitaires et l'amélioration des prestations des ONG, ainsi que de leur transparence.

L'Etude III a été entreprise par une équipe de 17 membres, basée à l'ODI à Londres, et dirigée par John Borton, fondateur et ancien coordinateur du Réseau.

Le Rapport complet sur le Rwanda (comprenant les quatre Etudes et le Rapport de synthèse) peut être obtenu auprès du Service des publications de l'ODI au prix de :

£ 30 pour le Royaume-Uni
£ 33 pour le reste du monde

(frais de port et affranchissement inclus)

Suivi du Rapport sur le Rwanda

Ce qui suit est un bref résumé des récentes initiatives qui découlent de l'Evaluation conjointe. A ce stade, il est difficile de juger quel est l'impact des recommandations de l'Evaluation sur le système international d'aide d'urgence dans son ensemble mais, dans les quatre mois qui se sont écoulés depuis sa publication en mars 1996, elle a fait l'objet de délibérations au sein de maintes tribunes et il est donné suite à certaines de ses conclusions à différents niveaux. Les discussions ont eu lieu dans le cadre de réunions spécialement organisées d'ONG nationales dans divers pays donateurs et de conférences universitaires jusqu'au Conseil de haut niveau du Comité d'aide au développement (CAD) et au Comité permanent interorganisations de l'ONU. Lors d'une réunion extraordinaire des services d'aide d'urgence de huit organisations donatrices - de l'Allemagne, du Danemark, de la Finlande, de l'Irlande, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède - qui s'est déroulée à Copenhague les 7 et 8 mai derniers, les questions relatives à la transparence, aux normes, au suivi et à la communication des résultats, à

l'alerte rapide et à la planification préalable et enfin à la coordination, soulevées par l'Etude III, ont été débattues. Pour suivre de près et faire rapport sur les actions qui découlent de ces réunions, un réseau de suivi comptant dix personnes a été instauré, comprenant des représentants qui avaient participé aux Etudes-mêmes de l'Evaluation, et des membres du Groupe de gestion et du Comité directeur qui avaient été mis sur pied pour superviser l'Evaluation. Ce réseau devrait présenter son rapport de suivi à une réunion spécialement organisée du Comité directeur de l'Evaluation conjointe de l'aide d'urgence au Rwanda prévue pour la fin de 1996.

Transparence, normes, suivi et communication des résultats

Les débats portant sur les normes et sur les codes de conduite à suivre lors de l'acheminement de l'aide humanitaire ne datent pas d'hier. Le Code de Conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les Organisations non gouvernementales lors des Opérations de Secours en cas de catastrophe, publié en 1994 (*Dossier thématique N°7*), et qui jouit aujourd'hui de l'appui de soixante-sept organismes signataires, a marqué une étape importante dans la définition, la réalisation et le maintien des normes. De nouvelles initiatives sont en cours dans le cadre du Comité d'organisation des affaires humanitaires (COAH), de l'Office européen d'aide humanitaire d'urgence (ECHO) et au sein d'autres instances pour élaborer des codes et des normes. Il faut à la fois coordonner ces initiatives au niveau international et développer des codes plus détaillés basés sur la technique, avant que les organismes ne puissent juger de leur efficacité par rapport à des normes établies et que les bailleurs de fonds puissent commencer à s'en servir pour examiner les propositions de financement et sélectionner des organismes d'exécution de haute qualité. *People in Aid*, qui figure dans la partie Actualités de ce numéro, est en train de réaliser une telle initiative et d'élaborer un projet de Code de bonne pratique pour le recrutement, la formation et l'appui des agents humanitaires, fondé sur l'une des principales recommandations du récent rapport intitulé "Peut mieux faire" (*Dossier thématique N°10*). Bien que conçue à l'origine comme étant une initiative du Royaume-Uni et de l'Irlande, de récentes discussions avec des agences des Etats-Unis et de l'ONU ont révélé que ces dernières souhaitent suivre la mise au point de ce Code. Par ailleurs, une institution de l'ONU a indiqué qu'elle avait l'intention de l'utiliser, une fois que celui-ci serait avalisé, comme base pour sélectionner des agences partenaires du Royaume-Uni et de l'Irlande.

L'Evaluation conjointe de l'aide d'urgence au Rwanda a également souligné les questions fondamentales de la responsabilité des ONG à la fois envers les bailleurs de

fonds et envers les bénéficiaires. En ce qui concerne les premiers, des mesures sont en cours, dans le cadre du processus de suivi, pour mettre au point un ensemble "fondamental" d'indicateurs et de questions à inclure aux impératifs de suivi et de communication des résultats que l'on impose aux partenaires chargés de l'exécution. Le manque de normalisation dans la communication des résultats pendant la crise au Rwanda a considérablement accru les difficultés d'évaluation des prestations (voir le *Dossier thématique N°15* sur l'Analyse de la rentabilité).

Le *Dossier thématique N°14*, intitulé Analyse critique des Projets sur le Traumatisme psychosocial, de même que l'article sur *Les Réfugiés au Sud-Kivu* qui figure dans ce Bulletin d'information, offrent une autre perspective sur la transparence des agences humanitaires - à savoir la concertation avec les bénéficiaires et la responsabilité envers ces derniers. Derek Summerfield, psychiatre auprès de la Fondation médicale pour les soins des victimes de la torture, met en doute l'utilité des modèles "occidentaux" de l'assistance psychosociale pour ceux qui sont témoins et victimes de conflits et d'atrocités dans les pays en voie de développement. Il préconise une approche fondée sur la qualité des relations forgées avec ceux qui ont besoin d'aide et des projets élaborés selon les priorités des utilisateurs, qui n'attaquent pas leurs propres cadres et interprétations culturels. Danielle de Lame, l'une des anthropologues qui a contribué à l'Étude III de l'Évaluation sur le Rwanda, décrivant dans la partie Articles de ce numéro son expérience personnelle dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre de l'Est, nous rappelle les structures sociales sophistiquées et la complexe répartition des pouvoirs qui existent dans les populations des camps. Si les organismes distributeurs de vivres et de soins de santé ne regardent pas au-delà de ce qui semble être un groupe homogène et qu'ils ne reconnaissent pas les différences qui prévalent en matière de besoins et d'accès à l'information - et non pas seulement entre adultes et enfants, ou entre hommes et femmes, mais des distinctions plus subtiles entre femmes instruites et paysannes, par exemple - cela peut se solder par l'acheminement d'une aide inappropriée. Ces deux auteurs soutiennent que comprendre les contextes historiques et sociaux qui suscitent le conflit et la complexité des relations au cœur des populations de réfugiés constitue en soi une partie essentielle et intrinsèque de tout programme d'aide.

Alerte rapide et planification préalable

L'Évaluation sur le Rwanda a révélé que, dans la période qui a précédé l'afflux à Goma, il n'existait pas de mécanisme intégré pour rassembler et analyser l'information susceptible de donner une alerte rapide sur de vastes déplacements de population. Sans un tel mécanisme, les bailleurs de fonds continueront à hésiter à investir dans des mesures de planification préalable. Le

processus de suivi du Rwanda a identifié deux facteurs cruciaux pour veiller à ce qu'une telle rupture du flot de l'information ne se reproduise pas, à savoir la crédibilité de l'information et la préparation d'estimations de probabilité fiables. Cette collecte et cette exploitation de l'information sur les situations qui dominent dans différentes régions pendant les opérations d'urgence forment une partie intégrale du processus de coordination en même temps qu'elles donnent une alerte sur les déplacements de population.

Deux articles qui paraissent dans ce Bulletin offrent des renseignements et des détails pratiques sur la façon dont les agences peuvent améliorer la qualité et l'accessibilité de l'information sur l'alerte rapide et la planification préalable. Alistair Hallam, qui a récemment prêté son concours à l'équipe de rédaction du RRN, explore l'adoption de procédés techniques pour le choix des emplacements et la gestion de l'information dans les opérations d'urgence. Dans le premier article, faisant appel à l'expérience d'Ian Attfield du Centre d'opérations intégrées du Rwanda, il se penche sur les possibilités de normaliser et de partager les informations des agences au moyen de *systèmes d'information géographique*, qui peuvent être diffusés par l'Internet ou la messagerie électronique. Il est conscient qu'il existe encore un certain nombre d'obstacles à surmonter dans la diffusion, de cette manière, de l'information émanant des agences - et, pas des moindres, il est impératif que les organismes soient plus ouverts avec leurs données ! Il n'empêche, le fait qu'un organisme puisse préparer un rapport ou un ensemble de données et l'envoyer sur le système, pour que d'autres y aient immédiatement accès, pourrait contribuer à éviter une répétition inutile importante des efforts et à améliorer l'opportunité et l'à-propos de l'intervention. Dans le second article, il étudie les avantages que présente l'*imagerie par satellite* en tant qu'instrument pour déterminer les emplacements qui satisfont aux exigences de base des planificateurs de camps sur le plan de l'accès, de l'eau et de la stratégie.

Coordination

L'Évaluation conjointe a mis en évidence d'importants problèmes liés au nombre d'ONG présentes et à la portée des mandats des institutions de l'ONU. Les questions de coordination n'ont pas seulement entravé les agences opérant au Rwanda et dans les pays voisins ; les bailleurs de fonds se penchent sur leur propre rôle pour s'assurer que les interventions traitent du cycle entier du conflit et de la paix et ne mettent pas en place des systèmes de distribution de l'aide humanitaire qui laissent un vide administratif à leur départ, qui, à son tour, aggrave le processus de réhabilitation. Dans la partie Actualités de ce numéro, nous faisons rapport sur une initiative de l'UE qui se déroule dans le contexte du débat élargi entre les bailleurs de fonds, les institutions de l'ONU et les ONG,

sur ce que l'on appelle le "continuum urgence-développement". (Voir les Bulletins d'information de septembre 1994 et d'avril 1995 pour les articles sur le "continuum" et pour une discussion apparentée sur la stratégie de l'aide en transition). Pour sa part, la Commission européenne se penche sur la division actuelle qui existe entre les procédures et les budgets du Département humanitaire (ECHO) et de celui du développement (DG VIII). L'actualité page 20 étudie la communication récente de la Commission qui formule un certain nombre de recommandations en vue d'établir une approche plus holistique pour lier l'aide d'urgence et le développement mais qui suggère que, sans un engagement pratique de la part des ONG, ces bonnes intentions ne se solderont pas par un programme d'action réaliste.

L'Internet, et notamment le WorldWide Web, outil potentiellement très précieux pour la coordination et la diffusion rapide de l'information émanant des agences humanitaires, offre aux organismes et aux individus impliqués dans l'aide d'urgence la possibilité d'améliorer leur sensibilisation et leur connaissance des catastrophes naturelles et des situations d'urgence complexe dans le monde entier. Le *Dossier thématique N°13*, publié et distribué aux membres du RRN en février 1996, représente à la fois un guide et un répertoire sur un vaste éventail de "sites" existants, offrant une information locale à jour sur les conflits, sur les catastrophes naturelles et la situation des réfugiés et sur la façon dont les agences humanitaires réagissent à ces situations. Le répertoire fait maintenant partie de la "page d'accueil" RRN située sur le WorldWide Web à l'adresse suivante :

<http://www.oneworld.org/odi/rnn/index.html>

Ce site permet à quiconque ayant accès au Web de se relier à plus de trois cents sites, comprenant des mises à jour de l'actualité, des rapports de situation, des pages d'accueil d'agences humanitaires, d'organisations d'enseignement et de recherche et des fournisseurs de services de l'Internet basés au sud. Il est de moins en moins excusable d'invoquer son ignorance !

Rôle des forces militaires dans les opérations humanitaires

L'Évaluation sur le Rwanda a constaté que les contingents militaires avaient joué un rôle important dans les opérations humanitaires à l'intérieur du Rwanda et au Zaïre de l'Est dans l'acheminement de l'aide d'urgence. Cependant, l'expérience a soulevé des questions quant à la prévisibilité, à l'efficacité, aux coûts élevés et à la capacité de ces contingents à participer à de telles opérations. La question de l'engagement de forces armées exige une recherche plus approfondie, mais le problème des *Forfaits de services* est étudié dans ce

Bulletin. Reconnaisant qu'il fallait de toute urgence une capacité d'encadrement et d'exécution supplémentaire considé-

nable à Goma notamment, le HCR a demandé aux gouvernements donateurs de fournir des "forfaits de services autonomes". Selon les dispositions de ces "forfaits", les bailleurs de fonds devaient assumer la pleine responsabilité d'activités spécifiques telles que services aéroportuaires, entretien des routes, assainissement etc... en déployant des équipes nationales de protection civile, des contingents militaires ou des équipes d'intervention pour les catastrophes civiles. Faisant appel à l'expérience de l'Evaluation sur le Rwanda et aux discussions tenues avec quelques-uns de ceux qui ont participé à la mise au point du concept des "forfaits de services autonomes" au sein du HCR et de ses agences partenaires, cet article du Bulletin a dégagé un certain nombre de problèmes que susciterait un tel déploiement, et, pas des moindres, sur le plan de la coordination pour le HCR et quel budget financerait ces interventions.

Koenraad van Brabant, membre du RRN basé à Sri Lanka, donne un compte-rendu quelque peu différent du rôle de l'armée, lorsqu'il décrit son expérience récente avec les forces gouvernementales sri lankaises. L'article (voir la partie Réactions) se penche sur les difficultés auxquelles sont confrontées les agences humanitaires prises au milieu d'une guerre civile où les opérations d'aide d'urgence, et, donc le personnel de ces agences, sont considérés comme suspects et que leur neutralité est sans cesse remise en question. Dans ce cas précis, l'armée abuse de ses pouvoirs pour restreindre l'acheminement de certaines marchandises vers les régions entre les mains des rebelles en se fondant sur le fait que ces mêmes marchandises pourraient être utilisées par les Tigres tamouls. Koenraad ne prétend pas offrir une solution à ce problème, mais il donne des exemples de la façon dont ses collègues et lui-même s'efforcent de contourner les restrictions. Les agents humanitaires ayant travaillé dans des situations de conflit se retrouveront probablement dans ce témoignage.

Réactions

Le Questionnaire du RRN

Merci pour vos nombreuses réponses

Arrivant à terme de notre troisième année d'existence et anticipant de nouvelles sources de financement pour notre deuxième phase de trois ans (Phase II) qui commence en octobre 1996, nous avons jugé le moment opportun de vous demander votre opinion sur le RRN, et

plus particulièrement sur le contenu de nos publications, de leur style et si vous pensez que nous avons atteint nos objectifs principaux.

Nous entreprendrons une analyse plus approfondie de vos réponses et vous transmettrons un compte-rendu plus complet dans le prochain numéro du Bulletin d'information. A ce jour, nous avons reçu une cinquantaine de questionnaires dûment remplis de nos membres anglophones et trois de nos membres francophones (en raison de sa date d'envoi plus tardive). Ceci représente bien plus de 15 % des membres, ce qui,

selon les organisations professionnelles de sondage, est plus qu'acceptable en tant qu'échantillon représentatif de vos points de vue. Mais cela ne ferait pas de mal d'en recevoir un peu plus !

Merci donc à ceux d'entre vous qui ont pris la peine de répondre au questionnaire et de nous le renvoyer - la réaction générale a été remarquablement positive et est extrêmement encourageante à notre égard. Cependant, si vous tenez à faire connaître vos vues et que vous n'avez pas encore rempli et renvoyé le questionnaire, il n'est pas trop tard ! Si vous avez besoin d'un autre exemplaire, adressez-vous à Nathalie Shellard, ici, à ODI.

Suite à la demande exprimée dans le Bulletin d'information de septembre 1995 de réactions sur les expériences que les membres du Réseau avaient eu de travailler avec l'armée, Koenraad van Brabant, l'un des tout premiers auteurs à contribuer au RRN (voir le Dossier thématique N°4 sur l'Economie politique du Secours et de la Réhabilitation dans la 5ème Région Somalie, Ethiopie Orientale) offre ici un bref compte-rendu, de première main, de ses expériences au Sri Lanka. L'article se penche sur les difficultés auxquelles sont confrontées les agences humanitaires prises au milieu d'une guerre civile où les agences d'aide d'urgence et, donc le personnel de ces agences, sont considérés comme suspects et que leur neutralité est sans cesse remise en question. Bien que cet article ait été rédigé en décembre 1995, une grande partie de cette expérience demeure vraie. Une brève mise à jour de la situation politique est donnée à la fin de l'article.

Les Contributions des Membres du RRN

L'aide d'urgence au Sri Lanka et les relations avec l'armée par Koenraad van Brabant

En juillet 1995, les forces gouvernementales sri lankaises ont lancé une première offensive sur la péninsule de Jaffna pour essayer de reprendre l'initiative dans les hostilités en cours entre le Gouvernement et les Tigres tamouls (Liberation Tigers of Tamil Eelam, ou LTTE). Cette offensive, suivie d'une série d'offensives moins importantes, visait à déplacer le théâtre de la guerre de l'est vers le nord. La seconde offensive majeure a commencé début octobre et a été soutenue avec succès. En décembre 1995, au moment de la rédaction de cet article, des combats de rue se déroulaient

dans la ville de Jaffna qui était sur le point de tomber entre les mains du Gouvernement (et qui depuis est tombée). Il s'ensuivit un exode, de près de quatre cent mille Tamouls, du nord vers la partie orientale de la péninsule de Jaffna, encore sous le contrôle du LTTE, et de plus en plus au sud de la lagune de Jaffna dans la zone agricole contrôlée par le LTTE, connue sous le nom de région de Vanni.

Jusqu'en novembre 1995, il s'était avéré extrêmement difficile pour le CICR, l'ONU et nombre d'ONG, pour la plupart internationales, d'assurer une aide matérielle d'urgence en plus des stocks disposés d'avance dans les régions sous le contrôle du LTTE au nord. La principale raison en était la façon dont l'armée sur le terrain interprétait les restrictions qui pesaient sur certains articles, dont quelques-uns faisaient bien évidemment l'objet de considérations sécuritaires tels qu'explosifs, dispositifs télécommandés, télescopes, jumelles, fil de fer barbelé et cisailles, piles pour lampe torche (pour faire des détonateurs), ciment (pour bâtir des bunkers) ou encore l'urée (un engrais azoté qui peut être utilisé pour faire des explosifs). En pratique, cependant, les organismes humanitaires se sont aperçus que le moindre article d'aide d'urgence faisait l'objet d'un examen minutieux de la part des officiers subalternes aux points de passage des zones entre les mains du Gouvernement aux zones sous le contrôle du LTTE, au nord. Parmi ces articles figuraient les serviettes de toilette, les ustensiles de cuisine en aluminium, les sheetings de plastique, les nattes tissées, les vêtements et les seaux. Bien que ne faisant pas officiellement l'objet de restrictions, il y avait toujours des problèmes bureaucratiques et/ou logistiques qui justifiaient que ces articles ne puissent être autorisés à passer ou alors seulement en quantités insignifiantes.

Ce qui était plus préoccupant encore, c'était que de plus en plus, même le Commissaire général des services essentiels essayait des difficultés pour faire approuver par l'armée sur le terrain des approvisionnements en vivres, en kérosène et en médicaments.

Ce contrôle *de fait* exercé sur les approvisionnements à destination du nord était facilité par le fait qu'il n'existe que deux itinéraires possibles : par navire escorté par le CICR, à partir de Trincomalee (sous le contrôle du Gouvernement) jusqu'à Point Pedro (entre les mains du LTTE) sur la péninsule de Jaffna et par route au point de passage situé au nord de la ville de Vavuniya, où se rencontrent les deux lignes de front. Bien qu'ayant suivi la procédure requise pour obtenir les permis nécessaires au transport des articles "à distribution restreinte" - à savoir demande auprès du Commissaire général des services essentiels, et approbation ultime du ministère de la Défense à Colombo - les organismes présentant des "demandes d'approvisionnement" estampillées et approuvées n'avaient aucune garantie que l'armée et la

marine laisseraient en fait passer les marchandises.

La situation était aggravée par l'imposition de "restrictions locales", dont le statut officiel est peu clair et dont les agences humanitaires n'étaient pas normalement informées. Alors que la liste officielle des articles à distribution restreinte était publiée comme étant la politique officielle du Gouvernement, les "restrictions locales" étaient imposées par le ministère de la Défense qui conserve l'autorité suprême sur toute l'aide d'urgence. Les articles supplémentaires soumis à de telles restrictions locales comprenaient les bicyclettes et leurs pièces de rechange, la toile de jute vide et les sacs en plastique, le poisson en boîte, le fromage et les fruits, les petits paquets de biscuits, et les boîtes d'allumettes, qui tous, sans doute, pourraient être utilisés par des guérilleros du LTTE. Pendant l'été 1995, les restrictions portant sur l'urée ont été élargies aux autres engrais "nets", et notamment au sulfate d'ammonium, au potassium et aux engrais à base de phosphate. Il en est résulté une baisse importante de la terre cultivée dans la région agricole de Vanni, et de la récolte attendue, à un moment où plus de cent cinquante mille personnes déplacées avaient déjà cherché refuge dans cette région et où l'on en attendait d'autres encore !

Parmi les autres articles "sensibles" qui étaient soumis à des restrictions de la part de l'armée, figuraient : l'huile de noix de coco et l'huile végétale (mélangée à du kérosène et avec laquelle tous les véhicules et les motos du nord roulent), le savon (à cause de la glycérine qu'il contiendrait), la papeterie vierge (parce que le LTTE imprime de la propagande dessus) et des sels de réhydratation par voie orale en raison de leur teneur en potassium).

Un coup sérieux s'est produit au début novembre 1995, lorsque deux prêtres catholiques tamouls ont été arrêtés à Vavuniya parce qu'ils transportaient du fil de cuivre et des pièces de rechange de motos, articles bannis. Comme ils transportaient également plus d'une dizaine de milliers de livres sterling en espèces, l'argent liquide est devenu un "article sensible". La presse nationale a alors commencé une campagne qui accusait pratiquement les ONG et l'Eglise catholique de financer le LTTE. Depuis lors, bien qu'il n'y ait pas de politique officielle à cet égard, les organismes humanitaires doivent justifier leurs demandes au ministère de la Défense pour transporter de l'argent en espèces vers les régions qui sont sous le contrôle du LTTE. Sans argent liquide, il est impossible de continuer à opérer les projets et à assurer l'aide d'urgence, étant donné que les banques ne fonctionnent plus.

Les démarches effectuées par l'ONU/les ONG auprès du ministère de la Défense, allant même au niveau du ministre, n'ont donné aucun changement visible. Ainsi, au

cours des années précédentes, le ministère de la Défense avait conseillé aux organismes humanitaires, pour leur propre sécurité, de s'équiper de radios, et, dès la fin de l'année dernière, plusieurs organismes disposaient de stations de base et mobiles dans des zones sous le contrôle du LTTE. Par contre, au cours de l'année 1995, aucune requête émanant des ONG principalement internationales ou de l'ONU pour avoir des radios supplémentaires n'a été approuvée, et ce, même pour les organismes qui possédaient déjà des radios. Parallèlement, le ministère de la Défense a refusé au CICR l'approbation nécessaire pour augmenter la capacité chirurgicale du centre hospitalo-universitaire de Jaffna et de l'hôpital de Trincomalee en déployant des expatriés.

Cette approche extrêmement prudente du Gouvernement était dans une certaine mesure nettement justifiée. Il est indéniable que le LTTE a rompu l'accord de cessation des hostilités et qu'il s'est retiré des pourparlers de paix. Il n'y a pas non plus de doute que la capacité de combat du LTTE et les attaques terroristes qu'il a perpétrées à Colombo justifient des mesures de sécurité extrêmement fermes de la part du Gouvernement ou encore que le déplacement de la population de Jaffna joue un rôle dans la stratégie militaire et politique du LTTE. Le but proclamé de l'offensive du Gouvernement est de libérer les Tamouls de l'emprise du LTTE afin que la paix puisse être rétablie et qu'une solution politique au problème puisse être négociée.

Les organismes humanitaires opèrent donc dans une situation d'urgence complexe où ils doivent se montrer très prudents dans un champ de mines politique. La difficulté de maintenir les objectifs humanitaires séparés des objectifs politiques et militaires a été illustrée en novembre 1995 par les attaques vicieuses de la presse à l'encontre des ONG qui oeuvrent au nord. Bien que le Gouvernement soit intervenu pour apaiser la presse, un climat de suspicion s'est développé depuis lors envers les ONG, dont l'impartialité est maintenant mise en doute.

Mais des progrès, du moins pour les ONG internationales, ont été accomplis. Par un heureux hasard, l'inquiétude exprimée par Boutros-Boutros Ghali début novembre devant une crise humanitaire potentielle, bien qu'ayant provoqué une forte colère de la part du Gouvernement, a brisé l'impasse affectant le mouvement des acheminements d'aide d'urgence qui avait caractérisé les mois précédents. Sur les ordres du Président, le Gouvernement a depuis monté une opération d'aide d'urgence et est prêt à accepter les offres d'aide émanant de l'ONU et des ONG. Par ailleurs, la création d'un "Point de convergence de la Coordination" pour faciliter et superviser la mise en oeuvre de cette opération, a constitué un grand pas en avant. Bien que de nombreux articles demeurent interdits, "à distribution

restreinte” ou “sensibles”, il y a eu une amélioration très nette de la coopération de l’armée à la fois à Colombo et sur le terrain.

Et, plus important encore, dans les districts orientaux du pays, il n’y a pas de points de transit clairement délimités entre les zones qui sont sous le contrôle du Gouvernement et celles sous contrôle du LTTE. Cependant, afin de concentrer ses forces au nord, le gouvernement a replié la plupart de ses troupes vers les centres urbains importants et le long des routes principales et une grande partie de l’arrière-pays est retombée encore une fois sous le contrôle du LTTE. Les organismes humanitaires sont par conséquent soumis à une réglementation moins stricte du mouvement de leur personnel et des approvisionnements que dans le nord, bien qu’ils continuent à informer l’armée locale par avance. Bien que les ONG nationales qui oeuvrent dans les régions sous contrôle du LTTE soient soumises à une surveillance beaucoup plus étroite que leurs homologues internationales, en général les relations avec l’armée sont aussi bonnes que possible, (bien que celle-ci ne fournisse toujours pas une information précieuse sur les régions minées ou sur les autres problèmes de sécurité).

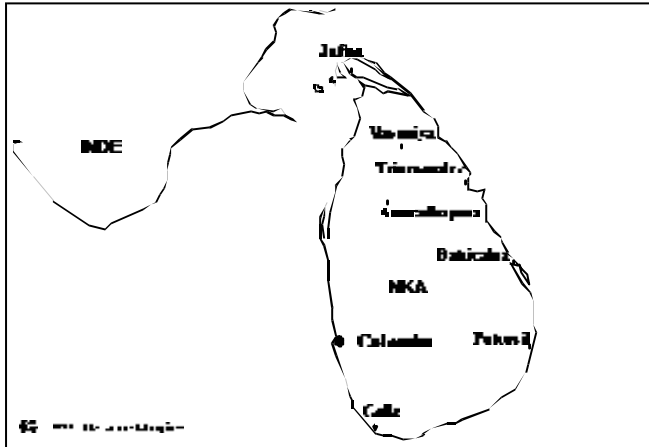
Le personnel des organismes humanitaires sur le terrain doit relever le défi qui consiste à développer de bons contacts personnels, tâche difficile lorsque les responsables de l’armée sont susceptibles d’être déplacés par roulement tous les six mois. Les relations deviennent particulièrement problématiques lorsque le personnel des organismes humanitaires s’aperçoit que l’armée, en opposition avec la politique officielle, impose des restrictions et des conditions inutiles à ceux qui viennent chercher leurs indemnités gouvernementales - et ce, notamment aux Tamouls qui vivent dans les zones sous le contrôle du LTTE. Ce qui est plus préoccupant c’est le rôle décisif que joue l’armée à l’est dans l’organisation de la réinstallation, souvent contre leur gré, des personnes déplacées. Cette action est en contraste direct avec les orientations du Gouvernement qui insiste sur une réinstallation volontaire. Il n’empêche, les cas où les organismes humanitaires sont témoins, ou informés de cas allégués de non respect des droits de l’homme sont encore plus délicats. Bien qu’une “Commission présidentielle d’enquête sur le retrait involontaire et les disparitions de certaines personnes” ait été mise sur pied pour enquêter sur les plaintes de cette nature dans tout le pays, y compris dans l’est, les individus qui auraient été impliqués par le passé dans des cas de non respect des droits de l’homme, souvent perpétrés sur ordre du Gouvernement, détiennent à présent un grade supérieur dans la police et dans l’armée. Il est particulièrement difficile de les prendre à partie à un moment où la guerre fait rage et où l’appui du Parti national uni, (au pouvoir à l’époque des nombreux cas de non respect des droits de l’homme, et maintenant en opposition), est nécessaire

pour que soit accepté le “forfait sur la dévolution” qui, en soi, amènerait l’espoir de trouver une solution politique au conflit ethnique.

Officiellement, l’armée n’intervient pas normalement dans la politique nationale au Sri Lanka. Officieusement, cependant, il est clair que les militaires ont leurs propres idées sur la façon dont la guerre actuelle devrait être combattue et qu’ils présument automatiquement que le LTTE détournera toute aide d’urgence destinée à la population dans les régions qu’il contrôle. Parallèlement, le Gouvernement est résolu à gagner les coeurs et les esprits des civils tamouls, conscient qu’une “solution militaire” aux griefs de la minorité tamoule exclurait toute solution politique durable. Les dilemmes pour associer les nécessités militaires aux objectifs humanitaires et politiques sont énormes. Malheureusement, la représentation proportionnelle des minorités dans les forces dominées à présent par les Cingalais et l’emploi des deux langues nationales dans les forces, ce qui constitue le test essentiel de la réconciliation au Sri Lanka, ne sont même pas mentionnées.

Le territoire gagné au cours de l’offensive gouvernementale dans la région de Jaffna en décembre demeure entre les mains du Gouvernement et, ce qui est peut-être plus important pour les Tigres tamouls, nombre de civils de la ville de Jaffna qui s’étaient enfuis vers les territoires détenus par les Tigres reviennent à présent chez eux. Bien que leur nombre ne soit peut-être pas aussi important que les deux cent cinquante mille cités par le Gouvernement, il n’en reste pas moins que beaucoup reviennent en effet. Cet empressement à échanger une administration tamoule pour une administration gouvernementale marque une victoire significative pour le Gouvernement et pour les efforts du Président Kumaratunga visant à trouver une solution politique à la guerre. Cependant, il serait irresponsable de sous-estimer la menace militaire que continuent à poser les Tigres tamouls ou leur capacité considérable à continuer à faire une guérilla pendant encore longtemps.

Carte du Sri Lanka



Articles

Les “Forfaits de Service”

Le rôle des contingents militaires dans les situations d'urgence

Le 14 juillet 1994, près de huit cent cinquante mille Rwandais sont arrivés en masse dans la ville zairoise de Goma. Le HCR, chargé de coordonner l'aide destinée à ces réfugiés, s'est trouvé submergé par l'énormité de la tâche. Des camps ont dû être établis, des réseaux de production, de rétention et de distribution des eaux installés, des routes d'accès construites, des latrines creusées et des hôpitaux construits, dans une région où le terrain est surtout fait de roche volcanique dure. Bien que des stocks de secours aient existé - constitués par les organisations qui avaient oeuvré dans la région avant l'afflux, comme le CICR, OXFAM et MSF-Hollande, ces réserves étaient insuffisantes pour répondre à l'énorme demande initiale. Sheetings de plastique, camions-citernes d'eau, fluides de réhydratation, véhicules, radios et de nombreux autres articles étaient indispensables immédiatement, le transport aérien étant la seule option possible.

Reconnaissant qu'il fallait de toute urgence une capacité d'encadrement et d'exécution supplémentaire considérable à Goma, le HCR a demandé aux gouvernements donateurs de fournir des "forfaits de services autonomes". Les bailleurs de fonds, en

déployant des équipes de protection civile, des contingents militaires ou des équipes d'intervention pour les catastrophes civiles devaient assumer la pleine responsabilité de la gestion et de l'exécution d'activités spécifiques, par contraste avec la procédure établie en vertu de laquelle les donateurs fournissaient des fonds au HCR, qui, à son tour, organisait une relation contractuelle avec un partenaire chargé de l'exécution. Huit "forfaits de services gouvernementaux" ont été prévus à l'origine : services aéroportuaires ; services de bases logistiques ; entretien et sécurité des routes ; préparation des sites ; fourniture de combustible domestique ; assainissement ; gestion de l'eau ; et gestion d'une tête de pont aérienne.

Le concept des forfaits de services gouvernementaux (FSG), bien que mis sur pied pour répondre aux besoins écrasants de Goma, représentait une évolution du modèle des accords de réserve, selon lesquels le personnel et les ressources d'une organisation pouvaient être sollicités au pied levé, mais étaient gérés par le HCR et les dépenses étaient consignées dans les comptes du HCR. Les accords de réserve, faits pour la première fois avec la Swedish Rescue Board en 1991, ont été utilisés avec succès pour répondre à la crise kurde et, de nouveau, à Sarajevo, où des ressources militaires ont été utilisées dans le pont aérien.

La réponse à l'afflux sur Ngara à la fin d'avril 1994, peut être considérée comme un cas transitoire dans la mise

au point du concept des "forfaits de services". EMERCOM (de la Fédération russe) a déployé un parc de camions à six roues motrices à Ngara au titre d'un accord de réserve élaboré au début de l'année ; l'Overseas Development Administration [ODA = Organisme gouvernemental britannique d'aide aux pays en voie de développement du Royaume-Uni. NDT] a fourni une équipe autonome de spécialistes de la logistique pour s'occuper de la manutention des cargaisons à la tête de pont aérienne de Mwanza ; et les Etats-Unis ont assuré un pont aérien stratégique.

Reconnaissant qu'il fallait de toute urgence une capacité d'encadrement et d'exécution supplémentaire considérable à Goma, le HCR a demandé aux gouvernements donateurs de fournir des "forfaits de services"

Bien que la majorité des besoins immédiats à Goma aient finalement été satisfaits, un grand nombre de ces forfaits de services impliquaient que des contingents militaires et des équipes provenant de plus d'un pays oeuvrent ensemble, plutôt que les équipes d'un seul pays comme cela avait été envisagé dans la requête initiale. Ainsi, par exemple, GTZ, la Swedish Rescue Board, MSF-France, l'International Rescue Committee, OXFAM et Concern, ont tous déployé leurs efforts dans le secteur de l'assainissement, qui représentait un seul forfait. Parallèlement, le forfait gestion des eaux a été en réalité entrepris par une coalition d'au moins une douzaine d'ONG, de contingents militaires, d'institutions de l'ONU, d'organisations de protection civile et d'équipes de bailleurs de fonds. Il en est résulté une énorme capacité supplémentaire, mais le fait qu'un certain nombre d'organisations aient été impliquées au sein des mêmes forfaits a considérablement accru la responsabilité du HCR en matière de coordination, et créé une confusion qui aurait pu réduire l'efficacité de l'intervention.

A la suite des expériences vécues à Goma, et dans l'espoir de bénéficier de la bonne volonté apparente des bailleurs de fonds qui se montraient prêts à fournir des ressources militaires aux fins d'utilisation dans des opérations humanitaires, le HCR a entamé un nouveau processus pour examiner et développer le modèle des FSG. Dans le cadre de ce processus, une série de réunions ont été organisées à Genève pour discuter du modèle des FSG avec les bailleurs de fonds et les ONG. Lors de la première réunion qui s'est déroulée en avril 1995, le HCR a présenté un document théorique soulignant quelques-uns des problèmes qui

s'étaient fait jour suite à l'expérience de Goma ; ainsi, par exemple, le nombre d'organisations impliquées dans certains des forfaits individuels reflétait le fait que ceux-ci étaient excessivement larges ; les requêtes manquaient de détails techniques et professionnels ; le déploiement était lent et échelonné ; les besoins, les méthodes d'exécution et les mécanismes de coordination n'ont pas été définis, ce qui a permis au "push" du matériel offert de l'emporter sur le "pull" du matériel effectivement nécessaire sur le terrain ; la coordination verticale entre le HCR et les gouvernements impliqués n'a jamais été suffisamment instituée au niveau de Genève ; et la coordination des différents gouvernements impliqués dans les diverses activités présentait des défis intimidants.

L'évaluation conjointe de l'aide d'urgence au Rwanda, qui a évalué l'emploi des "forfaits de services", a révélé qu'il existait un certain nombre de problèmes importants qui n'étaient pas discutés dans le document théorique du HCR. En premier lieu, la fourniture d'une aide directe en nature par les gouvernements transfère la responsabilité du financement de l'activité au gouvernement qui assure le service. Les ONG qui, traditionnellement comptent sur le HCR pour leur financement sont désavantagées, sauf dans le cas où elle peuvent s'assurer qu'elles font partie du "forfait de services" que fournit leur gouvernement. Par ailleurs, il existe des difficultés potentielles à combiner les apports des contingents militaires à ceux des ONG qui exécutent les mêmes activités et à veiller à ce que l'armée n'installe pas des systèmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement ou de services médicaux qui ne peuvent être opérés de façon rentable par les ONG une fois que l'armée s'est retirée.

L'évaluation sur le Rwanda a également révélé que le déploiement d'équipes de protection civile ou de contingents militaires semblait être considérablement plus onéreux que le financement d'ONG pour que celles-ci entreprennent des activités comparables. Pour certains, ces dépenses ne faisaient que s'ajouter à ce qui aurait été reçu, à un autre titre, du gouvernement donateur concerné et, de ce point de vue, les coûts élevés ne constituaient pas un problème majeur. Cependant, bien qu'il soit vrai que, dans le cas de Goma, le HCR n'aurait jamais reçu des sommes comparables, en espèces, pour entreprendre les mêmes activités, une proportion des coûts de l'engagement militaire a, par la suite, été consignée et déclarée comme étant une contribution humanitaire. En effet, certains bailleurs de fonds ont conclu un arrangement avec l'armée en vertu duquel les dépenses supplémentaires qu'elle encourt lorsqu'elle intervient dans les crises humanitaires seront imputées aux budgets consacrés à l'aide. Le recours aux "forfaits de services" peut, par

conséquent, affecter le volume des fonds utilisables pour les autres activités d'aide d'urgence.

De nombreux forfaits de services impliquaient des contingents militaires et des équipes provenant de plus d'un pays.

Le débat mené par le HCR sur les FSG s'est déroulé dans le contexte d'un processus international plus vaste - le Projet sur l'utilisation des ressources militaires et de protection civile [Military and Civil Defence Assets (MCDA) Project] mis sur pied en 1991 suite à la Résolution 46/182 de l'Assemblée générale des Nations unies. La résolution demandait au Département des Affaires humanitaires de l'ONU de mettre sur pied des dispositions de circonstance avec les Gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressés pour garantir un accès rapide à leurs capacités d'aide d'urgence. Début 1995, au titre de ce Projet, une équipe spéciale a été mise sur pied dans le cadre du Comité permanent interorganisations (comprenant les directeurs des institutions des Nations unies) pour élaborer un cadre commun visant à garantir l'utilisation la plus efficace des ressources militaires et civiles des gouvernements donateurs, qu'il s'agisse de catastrophes technologiques (comme par exemple, Tchernobyl), naturelles ou dues aux réfugiés. Les lignes directrices d'exploitation émises par l'équipe spéciale soulignent que :

- la décision de demander et d'accepter les ressources doit être prise par les organisations humanitaires, et non par les autorités politiques, et ne reposer que sur des critères humanitaires ;
- les ressources ne devront être demandées que lorsqu'il n'existe pas de solutions civiles alternatives comparables et que le besoin en est crucial ;
- l'opération humanitaire utilisant les ressources doit conserver sa nature et son caractère civils ;
- les pays qui fournissent les ressources devront veiller à respecter le code de conduite et les principes de l'organisation humanitaire requérante ;
- l'implication sur une grande échelle de personnel militaire dans l'acheminement direct de l'aide humanitaire devra être évitée, notamment pour les victimes de conflits ou d'actions politiques.

Ces directives visent à rassurer les ONG qui oeuvrent dans des situations de conflits, où il est possible que se

trouvent également des forces de maintien de la paix de l'ONU, que le déploiement des ressources des bailleurs de fonds (à savoir l'armée) ne compromettra pas la neutralité et l'impartialité des missions humanitaires et que l'utilisation de ressources militaires sera exceptionnelle et seulement envisagée en dernier recours.

Les 20 et 21 mars 1996, le HCR a organisé une réunion à Genève pour présenter les conclusions préliminaires de ses consultations sur les FSG. Les consultations ont entraîné un élargissement du débat pour y inclure les autres mécanismes d'intervention dans les situations d'urgence et, semble-t-il, une plus grande sensibilisation aux problèmes associés à l'utilisation des contingents militaires et, pas des moindres, le coût extrêmement élevé de telles interventions. La majorité des mécanismes d'intervention mis en place par les gouvernements intéressés depuis que les consultations ont commencé peuvent, en fait, être mis en service dans le cadre d'une intervention normale, en utilisant des dispositions standard d'exécution et de financement et n'impliquent pas le recours à l'armée. Par exemple, l'accord du HCR avec la Norvège sur les forfaits en matière de santé et d'abris implique un mélange des secteurs des entreprises privées, des ONG et du gouvernement, alors que pour l'Allemagne, cela implique l'intervention de la Croix-Rouge allemande ou de GTZ. Le Mouvement international de la Croix-Rouge a mis sur pied ses propres Modules d'intervention pour les situations d'urgence, qui ont été mis à l'essai pour la première fois au début de cette année au Nigéria, en réponse à une épidémie de méningite. Tous ces "forfaits" peuvent être financés par le HCR selon les règles.

Le HCR propose qu'une distinction nette soit maintenue entre un engagement militaire dans les opérations humanitaires et un engagement militaire dans les activités de maintien de la paix de l'ONU.

Seul le "forfait de services" du Gouvernement néerlandais implique une utilisation "automatique" de son armée, pour les opérations aériennes et une unité médicale modeste. Les Etats-Unis sont prêts à utiliser des ressources militaires, mais uniquement dans les situations où celles-ci ne seraient pas en danger. Le Gouvernement américain pourrait alors utiliser des avions civils si on lui demandait d'aider dans un pont aérien.

Bien que les ONG ne figurent pas dans une large mesure

dans les FSG préparés à ce jour, le HCR a tenu à les rassurer que leurs capacités ne sont pas oubliées. Il est actuellement en train de compiler une nouvelle base de données sur la capacité d'intervention dans les situations d'urgence et a envoyé des questionnaires pour recueillir des informations sur l'étendue des ressources financières, humaines et matérielles des ONG.

Lorsqu'un recours à l'armée s'avère nécessaire, les enseignements tirés des déploiements des Grands Lacs sont que la mission doit être clairement définie tant dans sa portée que dans sa durée et qu'elle doit être autonome sur le plan de la mobilisation et de l'opération (la collaboration entre les gouvernements étant bienvenue lorsque les forfaits sont trop importants pour un seul gouvernement). Suite aux expériences vécues à Goma, le HCR a mis en place des "forfaits de services" plus modestes et plus rigoureusement détaillés. Lorsqu'ils sont déployés, les FSG seront consignés comme étant des dons en nature extrabudgétaires. Toutefois, le HCR a indiqué qu'il ne souhaitait pas accepter des contributions militaires extrêmement onéreuses, même lorsque celles-ci étaient "gratuites", si les gouvernements en enregistraient le coût comme étant une contribution.

Le HCR propose que les ressources militaires ne soient jamais utilisées pour assurer la sécurité d'une opération pour les réfugiés, car celle-ci devra demeurer la responsabilité publique du pays hôte. Cependant, bien que le respect de la souveraineté du pays dans lequel les organismes humanitaires opèrent peut signifier qu'aucune autre recommandation n'est acceptable sur le plan politique, il semblerait qu'il soit nécessaire d'avoir une position de principe plus forte sur la question de la sécurité des réfugiés. Les camps de Goma se sont caractérisés par des niveaux extrêmement élevés de violence - après les épidémies de choléra et de dysenterie, la mort violente était l'une des causes principales de la mortalité. Malgré la présence à Goma de contingents militaires bien armés et parfaitement entraînés provenant de pays tiers, le personnel des organismes humanitaires devait, la nuit, quitter les camps de peur d'être attaqué. Les postes sanitaires étaient laissés sans surveillance et, par suite, les soins apportés aux malades en ont considérablement souffert. Il a fallu plus de neuf mois pour qu'une solution soit trouvée par le pays d'accueil - un contingent de soldats d'élite du Zaïre, financé par le HCR.

Pour éviter que les agents humanitaires ne soient considérés comme des protagonistes non neutres dans le cadre d'une intervention politique/militaire internationale plus large au conflit et, par là, comme cibles potentielles pour les parties belligérantes, le

HCR propose qu'une distinction nette soit maintenue entre un engagement militaire dans les opérations humanitaires et un engagement militaire dans les activités de maintien de la paix de l'ONU. Toutefois, aucune indication n'est donnée sur la façon dont ceci doit être réalisé.

Les bailleurs de fonds ont fortement souligné qu'une bonne coordination parmi les institutions de l'ONU et les prestataires de FSG est essentielle pour garantir une complémentarité entre les initiatives des divers organismes et pour éviter une répétition des efforts. Ils ont souligné qu'il était nécessaire d'avoir un seul point de convergence au sein du système de l'ONU pour éviter que ne survienne une situation où plusieurs organismes soumettent des demandes de ressources qui sont concurrentes. L'Unité militaire et de Protection civile (MCDU), récemment mise sur pied au sein du Département des Affaires humanitaires en tant que branche opérationnelle du Projet du MCDA, sera ce point de convergence. L'Unité maintiendra une information à jour sur toutes les capacités militaires et de protection civile d'intervention d'urgence. Ce système garantira que les détails concernant les FSG mis en place pour le HCR seront accessibles aux autres organismes, qui pourront alors demander un forfait particulier pour répondre à leurs propres besoins.

Le processus consultatif semble avoir mené à un arrangement selon lequel, pour les situations d'urgence relatives aux réfugiés, les contingents militaires ne seront sollicités que dans des circonstances très exceptionnelles. En revanche, s'il survenait une crise importante dans un avenir proche, montrée sur les écrans de télévision du monde entier, les gouvernements seront soumis à une pression énorme pour qu'ils "fassent quelque chose" et il reste à voir s'ils seront en mesure de résister à la tentation de "représenter leur pays" et d'envoyer leur armée.

Les Réfugiés au Sud-Kivu, Zaïre

par Danielle de Lame

Danielle de Lame, Membre du RRN, était l'une des anthropologues qui a contribué à l'évaluation conjointe de l'aide d'urgence au Rwanda. Dans cet article, basé sur son expérience des camps rwandais dans le Zaïre de l'Est, elle décrit la vie dans les camps du point de vue des réfugiés, et en particulier d'une femme. L'article nous rappelle la complexité et la dynamique des structures sociales et de pouvoir qui existent à l'intérieur de nombreux camps de réfugiés et l'impact que celles-ci exercent sur certains besoins fondamentaux tels que l'accès à la nourriture et à l'information. Il envisage les

problèmes rencontrés par les femmes réfugiées, notamment celles qui sont d'origine modeste, pour alimenter les processus décisionnels qui les affectent et qui affectent la vie de leur famille ; la majorité n'a que peu ou pas du tout accès à l'information et, par conséquent, elle ne dispose d'aucun recours contre les décisions arbitraires.

“ Au Sud-Kivu, l'expérience des réfugiées rwandaises est une expérience de cultures changeantes, façonnées par les contextes sociaux et économiques particuliers des divers camps. Lorsque je me trouvais parmi ces réfugiés du Sud-Kivu, en juillet 1995, une année s'était écoulée depuis que les sheetings bleus s'étaient approprié le paysage pour la première fois. Le nombre de réfugiés par camp varie d'environ un millier à quelque cinquante mille, formant un total de près de trois cent mille réfugiés pour l'ensemble de cette région du Zaïre. Dès le milieu de 1995, la situation d'urgence s'était installée sans espoir de s'achever et la majorité des réfugiés s'étaient résignés à rester indéfiniment.

A l'ombre de l'organisation officielle des distributions de vivres et de bois, s'étaient reconstitués les anciens clivages sociaux et économiques et les anciens rapports de force politiques.

C'est dans cette perspective que les communautés ont commencé à se réorganiser en conséquence - certaines sur la base d'affiliations antérieures à l'exode, certaines regroupées par les organismes humanitaires qui déplaçaient des populations vers des sites qu'ils avaient organisés d'avance. Dans une certaine mesure, les communautés de réfugiés se développaient à travers de nouvelles formes d'interactions avec les organismes humanitaires, avec la population locale et avec les représentants des autorités zaïroises. Mais pour beaucoup, à l'ombre de l'organisation officielle des distributions de vivres et de bois, s'étaient reconstitués les anciens clivages sociaux et économiques et les anciens rapports de force politiques, l'emplacement même de la vingtaine de sites, certains choisis par les réfugiés eux-mêmes, illustrant clairement ces clivages.

D'après mon expérience, l'idée que le "Nord" se fait d'un camp de réfugiés correspond peu à l'affairisme et à la richesse apparente d'un site comme celui de Kashusha, par exemple, avec son parking, ses changeurs, ses restaurants, son marché, son bureau import/export et sa maison close à étage. Les Zaïrois y font des affaires

autant que les réfugiés riches. En cas d'attaque, un cordon de sheetings entoure et protège le centre ; les sentinelles surveillent les arrivées et les mouvements des habitants du camp. En revanche, bien différent est le climat d'un camp comme Kalehe, où les pauvres qui étaient restés en ville ont été amenés et où maintes femmes ont vu dans ma visite l'occasion unique de se faire entendre, en l'absence de femmes instruites dans ce camp.

Des inégalités économiques importantes et donc des inégalités d'accès à la culture moderne ont accompagné les réfugiés rwandais, et notamment les femmes, dans l'exil. Pour une minorité privilégiée, la vie dans les camps signifie "business as usual", même si le site a changé. Comme autrefois, cette minorité protège jalousement ses privilèges même si, obtenir les bénéfices divers que même la vie des camps peut procurer, exige maintenant une loyauté politique à l'abri de tout soupçon. Pour cette élite, les camps sont l'occasion d'exercer leurs activités et de poursuivre des trafics de marchandises, dont l'aide ou les rations de nourriture peuvent faire l'objet (comme cela a été le cas de magnifiques couettes en patchwork destinés aux orphelins), permettant aux femmes instruites en particulier de jouer sur le préjugé favorable à leur égard des organismes humanitaires. Sur le plan de l'accès à l'emploi, le "charme" peut également peser (bien que pour certaines femmes privilégiées, leur statut ait en fait contribué à leurs souffrances ; par exemple, depuis son exode du Rwanda, une femme n'a jamais pu réunir ses enfants dispersés en vacances lorsque le génocide a commencé). Mais la grande majorité continue à vivre dans la misère, sans même la consolation de la familiarité et du contact avec ses terres et ses voisins. Les distributions de nourriture et de bois et le besoin d'obtenir une nourriture plus adéquate, de gagner quelque argent et d'organiser un avenir (aussi incertain soit-il) seront vécus fort différemment selon la position du réfugié dans la structure sociale du camp.

Les paysannes n'ont guère d'autre possibilité que de cultiver les champs des fermiers zaïrois, couvrant parfois des distances de plus de deux heures de marche pour gagner 0,33 \$US par jour de travail agricole. Elles sont souvent payées en nature, d'un régime de bananes ou de tubercules analogues à ceux que l'on mange habituellement dans leur pays d'origine. Leurs autres responsabilités couvrent la garde des enfants, les visites au dispensaire avec les malades, faire la queue pour les rations et aussi la cuisine. Les responsabilités comme maintenir le niveau nutritionnel des rations alimentaires de leur famille affecte les femmes à deux titres (grâce au courage des réfugié(e)s et à la solidarité zaïroise, le niveau nutritionnel est resté satisfaisant malgré des rations alimentaires parfois réduites de

moitié (rapport de coordination sanitaire et nutritionnelle du HCR-Bukavu, 20 mai 1995) : comme groupe vulnérable chargé d'enfants et comme travailleuses agricoles responsables de l'approvisionnement quotidien. Ces problèmes sont aggravés par le manque de communication entre les paysannes dans les camps et les organismes humanitaires qui livrent l'aide. Par exemple, alors que certains organismes humanitaires sont conscients d'un problème nutritionnel qui affecte les personnes âgées, et en particulier les femmes, dans certains cas, ils ont mal évalué sa nature attribuant la cause à la dureté du maïs, qui, pensent-ils, devrait donc être moulu. Ils ne sont pas conscients de la coutume, encore très vivace dans les campagnes, pour les personnes âgées et les membres improductifs d'une communauté de laisser l'alimentation pour les jeunes et, en particulier, pour les jeunes hommes pour maintenir le lignage et donc de se laisser mourir.

Cette incompréhension est une illustration des difficultés de communication des paysannes avec l'élite et donc, avec les travailleurs de l'humanitaire. La plupart des communications entre les réfugiés et les organismes humanitaires s'effectuent par le biais des femmes instruites, par conséquent surtout de l'élite. Certaines de ces femmes, déjà orientées autrefois vers la solidarité, se sont réorganisées et servent de relais entre les organismes humanitaires et les paysannes illettrées. Par exemple, un petit groupe de femmes du "Réseau des femmes pour le développement rural" s'est formé et a obtenu des fonds pour la création d'ateliers et a organisé une garderie pour les enfants des femmes qui travaillent dans les champs des fermiers zairois, tout en encourageant une vie socio-culturelle dans le camp. Bien que, comme autrefois, la solidarité se fonde sur les relations inégales, les paysannes sont maintenant quelques tentes plus loin, seulement, et un tel dénuement matériel sera peut-être propice à rapprocher les deux groupes.

**La plupart des communications
entre les réfugiés et les
organismes humanitaires
s'effectuent par le biais des
femmes instruites, par**

Les différences de fortune sont également manifestes simplement dans l'espace disponible pour et à l'entour des abris. Les gens simples disposent d'un sheeting couvrant une superficie de 12 à 16 m², séparé en deux pièces par une cloison en terre. Dans la même pièce, peuvent s'entasser six personnes de sexe et d'âge divers sur une natte et sous une seule couverture. Les plus

aisés utilisent leur argent et leur capacité à intimider les recenseurs pour accumuler les abris et négocier plus d'espace. Bien que la situation de chacun soit moins dure dans cette minorité de quartiers "riches", dénommés "Kyiovu" selon le nom d'un quartier riche du centre de Kigali, le manque d'intimité est grand pour tous, ce qui est particulièrement pénible en raison des habitudes culturelles rwandaises. En effet, l'habitat rwandais type est habituellement dispersé, donnant sur une cour ; la maîtrise de ses émotions est de règle - par exemple, face à un étranger à la famille, le seul signe extérieur d'intimité, même entre couples mariés, serait une poignée de mains donnée à bras presque tendu. Pour reprendre les termes d'une femme de l'élite qui a attiré mon attention sur le problème, l'occupation dense des tentes et leur proximité par rapport aux autres - dans certains camps, les tentes se touchent presque - inhibent "toute expression des émotions, positives ou négatives". Les partenaires doivent aller ailleurs pour résoudre leurs conflits et attendre que les enfants s'éloignent pour se réconcilier sur la natte... Il faut surmonter ces coutumes pour exprimer l'agressivité ou la tendresse qui font tant partie des circonstances dramatiques des camps.

Malgré les preuves des différences de fortune et de statut et un accès inégal à un niveau élevé d'instruction, à un emploi rémunéré et à un mode de vie urbain, l'ensemble des femmes partage un manque de statut en dehors de l'association avec un homme. Jusqu'en 1992, aucune femme rwandaise ne pouvait hériter de terre à la campagne et elles partagent toutes encore le même besoin de protection masculine, notamment dans les villes. Ces sentiments d'infériorité sont sans cesse confortés par une culture machiste doublée du mépris pour le pauvre. Qu'elles soient d'origine aisée ou paysanne, les femmes doivent se soumettre à cette suprématie mâle, inégalité encore renforcée par l'appareil politique derrière les structures officielles et des élections de responsables à vote secret.

**... les femmes de milieu
modeste sont
doublement reléguées.
Je n'ai pas trouvé d'écho
de ce qu'elles m'ont dit
dans l'action des
organismes.**

Sous la triple contrainte d'une pénurie monétaire, d'une sujétion aux hommes et des inégalités dans la répartition des pouvoirs, les paysannes sont victimes, inéluctablement, plus que les autres, d'intimidations

liées à leur condition de femmes. Ces intimidations affectent leurs chances de survie de diverses manières. Les distributions de vivres et le bois peuvent leur être arrachés sur le chemin du retour vers l'abri. Si la distribution est indirecte, passant par les chefs de quartier, les femmes risquent d'être moins bien servies. Selon les élites, lorsque les hommes font la file, il est probable qu'ils négocieront une proportion de leurs rations pour satisfaire leurs propres désirs. Les organismes humanitaires envisageaient donc d'exiger que les femmes soient seules habilitées à recevoir les rations de vivre. Ayant parlé avec plusieurs paysannes, cependant, je me suis inquiétée que les organismes humanitaires ne faisaient que suivre les modes humanitaires reposant sur les perceptions des femmes instruites, dans des situations que les paysannes jugeaient rares et qui leur apportait plus de travail. Les mères séparées de leurs enfants se retrouvent aussi dans une situation particulièrement difficile. La plupart des camps pour enfants non accompagnés étaient fermés l'été dernier suite à une politique de placement familial. Pourtant, quelques "orphelinats" subsistaient dans certains camps, au mépris des instructions du HCR car ils fournissaient la chance aux éléments puissants du camp de recevoir des aides extérieures de bailleurs de fonds lointains, qui n'avaient aucune connaissance des effets indirects de leur assistance. Il était très difficile, même aux responsables d'organisations chargées de réunir les familles, de pénétrer dans ces "orphelinats". Lorsqu'enfin une mère localisait ses enfants, les bénéficiaires non officiels exerçaient des pressions sur elle pour qu'elle ne les reprennent pas. Dans certains cas, les responsables de ces "orphelinats", ont refusé de laisser partir des enfants dont les parents avaient été retrouvés au Rwanda prenant prétexte que leur sort serait incertain. Les intimidations visaient aussi à empêcher les réfugiés de rentrer au pays. Ainsi, les réseaux internes du camp laissaient courir la rumeur selon laquelle quiconque souhaitait se rendre au HCR à Bukavu, devait se joindre à un groupe et donc s'inscrire sur une liste que tiennent les sentinelles non officielles du camp, toutes dévouées aux intimidateurs.

Les violences qui ont affecté à divers titres tous les Rwandais ont surtout tué des hommes. Les sentiments de tristesse et de perte sont intenses parmi les familles de réfugiés et affectent particulièrement les femmes qui ont survécu à la mort de leur mari ou de leur compagnon et celles qui ont perdu un ou plusieurs enfants. Seules avec leurs enfants, il leur est plus difficile de faire face à l'ensemble des obligations qu'elles doivent remplir pour survivre, au choc émotionnel, à la dépression. L'idéologie machiste a tendance à favoriser les hommes seuls, qui peuvent facilement trouver une nouvelle compagne parmi les jeunes filles, plutôt que les veuves chargées d'enfants.

Maintes jeunes filles, persuadées de leur besoin de protection et éduquées sans aucune autre perspective d'être mère et de cultiver les champs de leur mari, ont accepté bien des alliances durant l'exode (du nom de "mariage turquoise") ou au camp. Déçues de constater que le mariage ne change guère leur situation, "elles sont volages" selon une femme, qui s'est aussitôt corrigée en disant : "les hommes se lassent d'elles dès qu'elles sont enceintes et fatiguées". Dans un contexte de pénurie, l'espoir d'une amélioration peut susciter des couples éphémères.

Les femmes réfugiées, qui dépendent entièrement des volontés politiques des puissants, m'ont déclaré que leur souhait le plus grand était "de rentrer chez elles". Mais cette requête porte en soi de graves implications politiques et bien peu osent exprimer ce désir. Pour l'heure, le problème fondamental des femmes rwandaises est celui de communiquer leurs besoins. Selon la coutume, le silence est l'apanage des femmes. La sujétion aux chefs est aussi une vertu cardinale. Ceci signifie que les femmes de milieu modeste sont doublement reléguées. Je n'ai pas trouvé d'écho de ce qu'elles m'ont dit dans l'action des organismes humanitaires."

Les deux articles qui suivent explorent l'adoption de procédés technologiques pour améliorer les systèmes de gestion de l'aide d'urgence. Le premier envisage l'emploi de la technologie Internet de pointe pour améliorer la gestion et la disponibilité de l'information au niveau du terrain, alors que le second se penche sur l'utilisation de l'imagerie par satellite dans le cadre du processus de planification des camps.

Les Systèmes d'Information Géographique

... et la gestion des programmes humanitaires

Parmi les centaines de rapports écrits, d'enquêtes nutritionnelles réalisées et d'évaluations entreprises par les ONG et les institutions de l'ONU, un grand nombre n'est jamais divulgué dans le domaine public, malgré le besoin souvent crucial d'information au cours d'un programme humanitaire. Ceux qui sont mis en circulation sont souvent d'un usage limité parce que les données ont été recueillies et présentées pour

répondre aux exigences des organismes individuels plutôt qu'aux besoins plus vastes de tous ceux qui sont impliqués.

Un certain nombre de raisons contribuent à expliquer pourquoi le partage de l'information est si limité : les opérations d'aide d'urgence se déroulent souvent dans des environnements en évolution rapide, l'information étant très rapidement dépassée ; de mauvaises liaisons routières, ferroviaires et aériennes risquent de rendre difficile une rencontre des organismes humanitaires pour échanger l'information ; souvent il n'y a aucune instance dotée du mandat et de la capacité de gérer le cheminement de l'information sur le terrain ; et les systèmes postaux peuvent être faibles ou inexistantes. La concurrence entre les organismes peut aussi être un facteur. De récentes améliorations techniques, telles qu'un accès plus facile à l'Internet et aux systèmes locaux de messagerie électronique suggèrent cependant que l'on peut faire beaucoup plus, à présent, pour surmonter certaines de ces contraintes.

Un certain nombre d'ONG et d'organismes utilisent déjà le système de l'Internet, pour réduire les frais d'expédition des rapports entre le terrain et le siège, et pour accéder à de vastes sources mondiales d'information (voir le Dossier thématique du Réseau N°3 : Se mettre en ligne dans les situations d'urgence : Guide et Répertoire de l'Internet pour les Organismes d'aide d'urgence et de réhabilitation). Cependant, très peu d'organisations humanitaires semblent pleinement conscientes des possibilités énormes qu'offrent les formes modernes de communication. Reconnaisant ce facteur, DeLorme Mapping - société commerciale basée aux Etats-Unis, qui vend des logiciels informatiques, y compris un atlas mondial numérique détaillé - a mis sur pied Response.Net, une filiale à but non lucratif, convaincue que l'utilisation appropriée de la technologie peut être un instrument important pour les organisations humanitaires.

Response.Net est en train de développer un mécanisme peu onéreux pour la coordination de l'assistance humanitaire impliquant la mise en place d'un système d'information géographique (SIG) "ouvert à tous" sur le terrain des opérations, auquel les organisations humanitaires peuvent avoir librement accès et qui leur fournira une information à temps, précise et fiable. La technologie Internet de pointe et un système cartographique numérique constituent tous deux des parties fondamentales de ce mécanisme, de sorte que n'importe quelle région du monde peut être mise sur écran puis recouverte de l'information détenue par une base de données géographiques. Response.Net offre ses cartes, son logiciel et son expertise gracieusement aux organisations humanitaires pour améliorer la coordination des opérations d'aide

d'urgence et pour donner à sa société mère l'expérience pratique d'opérer des "systèmes ouverts" internationaux susceptibles d'être utiles à des projets commerciaux non apparentés.

Un SIG est une base de données dans laquelle les données peuvent être traitées puis présentées géographiquement sous forme cartographique. L'utilisation de systèmes d'information de ce type dans la gestion des opérations humanitaires n'a rien de nouveau : des SIG ont été mis sur pied dans l'ex-Yougoslavie par exemple et au Mozambique pendant le processus de paix de 1992 à 1994. Cependant, les cartes et le logiciel disponibles auprès de Response.Net accroissent considérablement l'utilité éventuelle d'un SIG.

La technologie Internet de pointe et un système cartographique numérique constituent tous deux des parties fondamentales de ce mécanisme, de sorte que n'importe quelle région du monde peut être mise sur écran puis recouverte de l'information détenue par une base de données géographiques.

Au Mozambique, le SIG était géré par une seule organisation - DAH/UNOHAC - qui recueillait des données auprès des institutions de l'ONU et des ONG oeuvrant dans le pays puis les présentait sous forme cartographique. D'un simple coup d'oeil, il était possible de voir, à partir des hachures utilisées pour situer les déséquilibres qui existaient dans le nombre d'ONG qui travaillaient dans le domaine de la santé ; les déficits ou les excédents alimentaires ; les pénuries de graines ; les taux élevés de malnutrition ; les routes minées ; etc... Bien qu'utiles pour accompagner le processus de planification, en raison du temps nécessaire pour enregistrer de nouvelles informations dans la base de données, pour publier et diffuser les résultats, le système était toujours périmé. En outre, l'information n'était pas suffisamment découpée, car présentée au niveau du district seulement. Des différences notables dans le niveau de précipitations, des récoltes, de la densité démographique, de l'accès aux postes sanitaires, etc... pouvaient survenir à l'intérieur d'un même district, de même qu'entre les districts. Il s'est avéré impossible d'améliorer à la fois l'opportunité et le niveau des détails cependant, car plus de détails signifiaient beaucoup plus de temps consacré à recueillir, puis à traiter les données.

L'approche du Response.Net, où l'information est fournie puis rendue accessible par le biais de l'Internet, ou au moyen d'un système de messagerie électronique créé sur place, signifie que dès qu'un organisme a préparé un rapport ou un ensemble de données et l'a expédié sur le système, tout autre organisme sur le terrain peut y accéder immédiatement. Des problèmes énormes sont encore à surmonter, mais, avant de les envisager, nous présentons un compte-rendu édité de l'expérience d'Ian Attfield (qui est à présent avec l'Unité de secours d'urgence pour l'Ethiopie) de mise en place d'un SIG pour gérer et diffuser l'information sur les efforts d'aide d'urgence humanitaire déployés à l'intérieur du Rwanda.

Le SIG du Rwanda a été créé dans le cadre du Centre d'opérations intégrées (COI) - instance mixte de l'ONU et du Gouvernement rwandais, créée à l'origine pour coordonner le retour à leur lieu d'origine des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

" Très peu de temps après mon arrivée, en avril 1995, les camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays ont été fermés par l'armée et le COI relégué au passé, ses tâches supplantées par l'Unité de coordination de l'aide humanitaire (UCAH) du ministère de la Réhabilitation.

La base de données du COI/UCAH a été mise en place et fonctionnait en utilisant un logiciel d'accès Microsoft, intégrant des cartes préparées à l'aide de XMAP - un système d'information géographique fourni par Response.Net. L'information entrée dans le SIG rwandais était essentiellement recueillie auprès des ONG et des organismes internationaux qui opéraient dans le pays, les premières étant généralement beaucoup plus coopératives en ce qui concerne le partage de l'information ! Un résumé analytique de base a été préparé pour chacune des quelques deux cents organisations qui étaient présentes, combinant une information sur l'organisation avec les détails essentiels des projets dont elle s'occupait, à savoir les types d'activités entreprises et leur situation géographique (préfecture ou commune).

L'information régionale importante a également été compilée en profils de communes (le Rwanda est divisé en 145 communes administratives), dressant la liste des données géographiques et générales en ce qui concerne l'agriculture, les dégâts causés à l'infrastructure, la sécurité et les activités humanitaires. Ces données ont été rassemblées à partir de diverses sources telles qu'enquêtes et rapports d'organismes émanant d'agents sur le terrain oeuvrant dans la commune appropriée.

La majorité de l'information détenue dans la base de donnée était incluse en tant que texte libre, classée

sous des titres généraux par secteur comme santé, eau et assainissement, etc... Les efforts visant à garder des rapports remis à jour sur les stocks d'urgence ont été abandonnés dû à l'impossibilité de recueillir régulièrement l'information nécessaire.

A l'origine, des imprimés étaient fournis, contenant une information sur les projets et les communes, la liste de contacts par téléphone étant toujours l'une des plus demandées. En outre, XMAP était utilisé pour afficher des données comme le site des camps de réfugiés et sa représentation graphique utilisée dans les prospectus et les rapports. Cependant, ce qui a rendu la base de données utile et prisée était qu'une version remise à jour était diffusée chaque mois sur disquette, avec un logiciel interactif "incorporé" à la base de données, de sorte que les utilisateurs qui ne disposaient que d'un ordinateur standard de bureau opérant avec MS Windows - condition remplie par la plupart des organisations opérationnelles - pouvaient entreprendre certaines opérations comme si elles disposaient elles-mêmes d'un logiciel de base de données très perfectionné. Sans cette approche, les utilisateurs auraient eu besoin d'ordinateurs plus puissants, d'un logiciel de base de données onéreux et d'une expertise pour gérer les bases de données pour exécuter les mêmes opérations.

Une interface Windows facile à utiliser a été mise au point pour permettre aux utilisateurs de visionner et d'imprimer l'information requise. Les cartes qui avaient été préparées en utilisant XMAP ont été incorporées à la base de données de sorte que les utilisateurs pouvaient également visionner et imprimer celles-ci. Comme XMAP exige un CD-ROM pour opérer, ceci offrait un service hors de portée de la plupart des ONG.

Un système local de messagerie électronique a été mis sur pied dont le serveur (un ordinateur spécialisé pour communiquer avec les autres, qui reçoit et transfère le courrier électronique et les fichiers informatiques) a été fourni par l'ONG Mission Aviation Fellowship.

Les ONG, munies simplement d'un ordinateur et d'un modem, pouvaient avoir accès à un "panneau d'affichage électronique" et recevoir des rapports remis à jour électroniquement émanant de la base de données, comme par exemple sur les nombres quotidiens de rapatriés qui revenaient des camps de réfugiés. L'exploitation de ce service s'est heurtée à d'énormes problèmes ; une alimentation en courant intermittente et un générateur de secours hors de service pendant trois mois ; les lignes téléphoniques coupées pendant des semaines de suite et un personnel du ministère mal formé et bureaucrate. A un moment donné, par crainte qu'il ne lui soit pas rapporté, un fonctionnaire du ministère a refusé de

laisser sortir du bâtiment un ordinateur en panne pour qu'il soit gracieusement réparé par l'atelier de l'ONU, au mépris du fait que l'ordinateur était un don de l'ONU pour commencer. Ironie du sort, la crainte de ce fonctionnaire n'était pas exagérée car l'écran de visualisation de l'ordinateur a finalement "disparu" de l'atelier de l'ONU pour ne jamais être retrouvé !

Le ministère de la Réhabilitation s'est parfois trouvé en conflit avec quelques-unes des ONG avec lesquelles il travaillait. Les effets négatifs de ces conflits étaient toutefois atténués dans une certaine mesure par l'existence de la base de données au sein de l'UCAH : les ONG appréciaient le service d'information utile que celle-ci fournissait. La base de données servait de point central de contact pour répondre à des questions peu courantes sur une multitude de sujets, y compris des questions techniques sans rapport comme les techniques de décontamination d'un ordinateur.

La base de données était utilisée dans les évaluations internes de projets en cours et pour l'emplacement des projets futurs, indiquant, par exemple, les régions qui n'étaient couvertes par aucun programme sanitaire des ONG. Les tâches des responsables de l'information étaient aussi facilitées par la fourniture d'une information qui pouvait être directement transmise aux bailleurs de fonds et au siège ou collée à des rapports qui étaient rédigés indépendamment. Des copies de la base de données ont été transmises aux organismes pour fournir des sources de référence et Response.Net a placé des rapports provenant de la base de données sur le Web à des fins d'utilisation planétaire.

La valeur des services d'information est toujours difficile à évaluer avec précision ; la stratégie utilisée ici en matière de collecte et de diffusion bon marché de données existantes a fourni un service utile, qui fait gagner du temps et qui a aidé les organisations à prendre des décisions en toute connaissance de cause, sur une région du monde difficile et explosive. ”

L'un des facteurs qui a limité l'utilité du SIG rwandais était que nombre de rapports fournis par les ONG et les organismes humanitaires étaient sous la forme d'un texte. Si ces derniers étaient postés sur le système tels qu'ils étaient, les ONG qui avaient besoin d'une information sur les taux de malnutrition dans une commune donnée par exemple, auraient d'abord dû chercher dans une quantité énorme de texte non apparenté. Une autre solution cependant impliquerait que quelqu'un dans le COI/UCAH examine laborieusement chaque rapport, triant toute l'information par secteur et géographiquement. Etant donnée les ressources limitées en personnel,

l'information aurait été périmée avant d'être traitée. L'idéal serait que, lorsque les SIG sont mis en place, les organismes et le gouvernement local soient impliqués dès le commencement pour s'assurer que le service est capable de répondre à leurs besoins. Il existe des sociétés commerciales (par ex. GISL : contact gisl@gisl.co.uk) qui peuvent aider à mettre sur pied les systèmes initiaux de collecte de données, à analyser l'information reçue et puis à l'incorporer dans un SIG.

Response.Net prête actuellement son concours à SCF-US pour créer AzerWeb, à Bakou, en Azerbaïdjan. Cette initiative, financée par le Département des Affaires humanitaires, est comparable à biens des égards au SIG rwandais, impliquant la mise en place d'un système de messagerie électronique et de panneaux d'affichage électroniques. L'information est triée par secteur - santé, nutrition, eau et assainissement, etc... - le système étant géré par SCF-US mais accessible à tous. Une carte numérique détaillée du pays est également fournie sur laquelle les ponts, les entrepôts, les camps de réfugiés et autres particularités peuvent être superposés. L'utilisateur peut "cliquer" sur un pictogramme et amener une information sur écran sur la capacité d'un entrepôt, sur le nombre de réfugiés qui se trouvent dans un camp, sur l'état d'un pont, etc... De même, lorsque des cartes suffisamment détaillées sont disponibles, l'utilisateur peut "cliquer" sur une ville et avoir accès à un plan des rues, indiquant chaque maison. Ceci pourrait être utilisé pour préparer une stratégie d'évacuation en cas de conflit. Les organismes sur le terrain peuvent se procurer les cartes soit par le biais du système local de messagerie électronique, via l'Internet ou sur disquette.

Response.Net semble offrir un service extrêmement précieux. En revanche, il exige que les organisations humanitaires soient ouvertes en ce qui concerne l'information dont elles disposent et qu'elles soient également plus "branchées en matière de technologie" qu'elles ne le sont à l'heure actuelle. Elles ont besoin d'adapter leurs propres méthodes d'établissement des rapports pour le bien public : présentant séparément l'information sous forme de texte et l'information sous forme de données, dans un format géographique et sectoriel standardisé.

↳ Pour de plus amples renseignements, s'adresser à Greg Swarts, Response.Net, 1600 Wilson Blvd, Suite 500, Arlington, VA 22209-8438, USA. Tél (bureau): +1 703 841 21 44. Fax: +1 703 243 18 65. Tél (domicile): +1 703 319 90 60. Email: gswarts@response.org

L'Imagerie par Satellite

Un instrument utile pour les planificateurs de camps ?

Pour répondre de manière efficace à une crise importante, le personnel des organismes humanitaires qui gèrent les opérations d'aide d'urgence ont besoin de posséder une connaissance détaillée de la région dans laquelle ils travaillent. Les responsables de la logistique ont besoin de savoir où se trouvent les routes, dans quelles conditions elles sont et si elles sont praticables pendant la saison des pluies. Une information sur la localisation et la capacité de transport des rivières est aussi nécessaire, pour décider si celles-ci peuvent être utilisées pour acheminer les approvisionnements vers ceux qui sont inaccessibles par la route. Les planificateurs de camps ont besoin de savoir où il y a des terrains plats, facilement accessibles par la route, dotés d'un bon drainage et avec une alimentation en eau et du bois de chauffage dans un rayon proche. Le terrain doit convenir à la construction de latrines et de routes d'accès.

Lorsque les réfugiés fuient le conflit dans leur pays, les camps devront être loin des zones frontalières, afin qu'ils ne puissent pas être utilisés comme paravent par les éléments belligérants, ni servir de cible à une attaque. Pour éviter les dégâts occasionnés à l'environnement ils devront être indépendants sur le plan de l'accès au bois de chauffage et ne devront pas être placés à proximité de zones de peuplement existantes, où la concurrence pour les ressources naturelles risque de mener à un conflit.

L'importance de ces questions pour les occupants des camps, pour les communautés locales et pour les organismes d'aide d'urgence ne peut être sous-estimée. Lorsque plus de 2 millions de personnes sont parties en exode du Rwanda, en 1994, les organismes d'aide humanitaire et les gouvernements des pays voisins ont été pris largement au dépourvu. Bien que des sites potentiels pour des camps aient été identifiés dans le Zaïre de l'Est, la majorité des réfugiés ont fini par s'installer spontanément. Par suite, des camps se sont créés dans des régions totalement inappropriées, entraînant de sérieuses conséquences : ils sont morts par milliers de déshydratation sur la longue marche entre la frontière zairo-rwandaise à Goma et le camp de Katalé, situé à une cinquantaine de kilomètres de là, sans accès à un approvisionnement en eau en route ; deux cent mille réfugiés se sont installés à Kibumba, près de la frontière rwandaise, dans une région où il n'y a aucune alimentation locale en eau - des millions de

dollars ont, par la suite, été dépensés pour transporter l'eau en camion-citerne vers ce camp ; les régions qui entourent le camp de Benaco à Ngara ont pratiquement été dépouillées de leur couverture forestière, et en conséquence, la population d'accueil a énormément souffert.

Il est rare qu'un organisme d'aide humanitaire ait à opérer dans une région où l'on ne dispose d'aucune information sur les conditions locales : il se peut que les ministères soient en mesure de fournir des cartes ; les marchands connaîtront l'état des routes ; et les fermiers connaîtront le terrain et les précipitations. Une information locale de cette nature s'avère très souvent inestimable. De surcroît, d'autres organisations humanitaires peuvent déjà avoir travaillé dans la région et avoir effectué des enquêtes et écrit des rapports. Cependant l'information qui existe risque de ne pas être facilement accessible, ou sous une forme qui ne permet pas une analyse facile, surtout si les délais sont courts. (L'existence de la nouvelle technologie de l'Internet et d'un logiciel approprié peut améliorer la gestion de l'information au niveau opérationnel et est discutée dans l'article sur les systèmes d'information géographique (SIG), qui figure plus haut dans ce bulletin).

Dans les cas où les cartes disponibles ne fournissent pas les détails requis, l'imagerie par satellite peut être un complément utile. Des analystes qualifiés peuvent identifier les régions plates et les plaines inondables, distinguer les forêts des broussailles et de la brousse, prédire les types de sol dans les zones semi-arides, localiser les régions de densité démographique plus élevée et identifier l'infrastructure majeure.

Il y a aussi des situations où la collecte de données est particulièrement difficile : lorsque les mouvements de populations se produisent sur une vaste région, une agence peut tout simplement ne pas avoir les ressources financières et humaines nécessaires pour entreprendre des visites pour vérifier quelles sont les conditions locales ; un conflit dans la région peut rendre trop dangereux les déplacements ; il peut ne pas y avoir de cartes fiables, soit parce que celles-ci n'ont pas été remises à jour depuis l'époque coloniale, soit encore parce que leur diffusion est limitée en raison des sensibilités militaires locales.

Dans certains cas, il est possible de se procurer des cartes assez détaillées hors de la région, ou même par l'Internet. Response.Net, filiale à but non lucratif de DeLorme Mapping (voir l'article sur le SIG pour plus de renseignements) peut fournir gratuitement aux organisations humanitaires des cartes numérisées de n'importe quelle région du monde. Ces cartes sont d'une valeur potentiellement énorme pour les organisateurs d'opérations d'aide d'urgence. L'échelle des cartes disponibles varie d'une région à l'autre cependant, et peut parfois ne pas suffire aux besoins des planificateurs de sites ou aux hydrauliciens, qui ont besoin d'une information détaillée sur la déclivité, le terrain, la géologie, la végétation et les sources d'eau. (A noter que XMAP, le progiciel de cartographie disponible (sur CD) auprès de Response.Net, contient une information sur l'élévation à 3 mètres d'intervalle. En utilisant deux CD en même temps, dans un "jukebox pour CD", il est possible de trouver quel est la déclivité d'un site donné.)

Dans les cas où les cartes disponibles ne fournissent pas les détails requis, l'imagerie par satellite peut être un complément utile. Des analystes qualifiés peuvent identifier les régions plates et les plaines inondables, distinguer les forêts des broussailles et de la brousse, prédire les types de sol dans les zones semi-arides, localiser les régions de densité démographique plus élevée et identifier l'infrastructure majeure. Cependant le processus peut être assez onéreux. Alors qu'il est généralement possible de se procurer gratuitement des images basse définition réalisées par satellite, ces dernières sont insuffisantes pour un grand nombre d'usages et des images haute résolution sont nécessaires. Des images haute résolution datant d'une dizaine d'années peuvent être obtenues relativement bon marché (par exemple, il est possible de se procurer des images de 180km sur 180km pour 1500 \$US auprès de Landsat, basé aux Etats-Unis), mais au cours actuel, les images remises à jour coûtent approximativement 3300 \$US pour une image de 60km sur 60km. Dans les régions de grand intérêt, il se peut que d'autres organismes aient déjà acheté ces images, et l'on pourrait donc se les procurer à un coût plus modeste.

En même temps que les dépenses encourues, le processus peut prendre un certain temps. Les images haute résolution remises à jour exigent que le satellite se trouve au-dessus de la zone voulue et que la couverture nuageuse soit au minimum (bien que des données par radar puissent encore s'avérer utiles dans certains cas). Les satellites survolent les parties du globe non stratégiques en moyenne tous les 16 jours seulement. Réaliser une image haute résolution peut par conséquent prendre un certain nombre de semaines. (Les photographies météorologiques par

satellite sont disponibles quotidiennement, mais sont de faible résolution.)

Les images par satellite commerciales sont disponibles soit sur CD-Rom sous forme numérique soit sous forme d'épreuve photographique. Cette dernière donne une image plus nette mais l'avantage que présente l'utilisation d'un format numérisé est que l'image peut facilement être traitée, copiée maintes fois et diffusée par les liaisons téléphoniques entre les agences entre leur siège et leur personnel sur le terrain.

Un certain nombre d'organismes humanitaires sont déjà expérimentés dans l'utilisation de la technologie des satellites. Au début de la crise des Grands Lacs, Oxfam UK a chargé un hydrogéologue d'entreprendre une étude théorique utilisant des images par satellite et des cartes géologiques. Ceci a permis à Oxfam de situer les sources d'eau (de même que d'autres points de repère). Ces travaux ont alors été suivis de travaux sur le terrain. Le HCR était également intéressé par l'utilisation des images par satellites pour surveiller de près l'emploi des ressources en bois de chauffage dans les environs de Ngara, mais il n'a pas pu se procurer le financement nécessaire à cet effet.

Pour gérer de manière efficace les programmes humanitaires, le personnel de ces organismes a besoin de sources d'information à jour et fiables. Dans le cadre d'une stratégie plus vaste de collecte de l'information, l'imagerie par satellite pourrait avoir un rôle utile à jouer, notamment dans les cas où l'accès à des cartes fiables est restreint, ou encore lorsque le conflit rend dangereux tout travail sur terre. Les considérations de calendrier suggèrent cependant que le processus risque d'être trop lent pour les crises où les événements se développent rapidement. Alors que la collecte de données aériennes peut être une solution alternative dans ces situations d'urgence, notamment lorsque de vastes mouvements de population se produisent sur une large région, l'utilisation la plus utile des données de satellite semblerait reposer dans les systèmes d'alerte rapide et de planification préalable, mis sur pied bien avant toute crise. D'un coût relativement modeste, cette technologie pourrait être utilisée pour identifier les sites qui seraient le mieux aptes à accueillir des camps de réfugiés, permettant au personnel sur le terrain de décider alors entre les sites choisis sur la base de processus plus traditionnels de collecte de l'information à partir de données terrestres.

Actualités

“People in Aid”

Promouvoir une bonne pratique dans la gestion et le soutien du personnel de l'aide d'urgence internationale

A mesure qu'augmentent les budgets consacrés à l'aide d'urgence en tant que proportion de l'aide au développement extérieur et que davantage d'ONG jouent un rôle actif dans des situations d'urgence plus complexe, les délibérations portant sur la responsabilité des ONG à la fois envers les bailleurs de fonds et envers les bénéficiaires, de même que sur la bonne pratique dans l'acheminement de l'aide humanitaire, ont commencé à porter leurs fruits. En 1994, a été publié le Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des Opérations de secours en cas de Catastrophe (**Dossier thématique N°7**), auquel soixante-dix-sept organismes du monde entier ont maintenant souscrit.

Phénomène plus récent, lier ouvertement la qualité de la gestion des ressources humaines à la qualité et à l'efficacité des programmes d'aide, est le projet de People in Aid, produit d'une initiative conjointe entre la Croix-Rouge britannique, International Health Exchange, RedR et Save the Children Fund (UK). En 1994, avec l'appui financier de l'ODA (Overseas Development Administration), les quatre organismes visés supra ont commandé un rapport sur l'expérience de travail du personnel expatrié et des dirigeants s'occupant de programmes d'aide d'urgence et de développement à l'étranger. Le rapport a été publié dans le cadre du Réseau "Aide d'urgence et Réhabilitation" en tant que **Dossier thématique N°10** intitulé "Peut mieux faire" et a joui d'un lancement publicitaire important lors de la réunion, à Londres, en septembre 1995, de quarante agences d'aide. Le rapport soulignait un certain nombre de lacunes importantes dans les usages courants en matière de recrutement, de sélection et de formation au sein des organismes d'aide. Le rapport, en même temps que l'instauration d'un Comité directeur composé de onze membres représentant plusieurs ONG importantes du Royaume-Uni, des Registres, l'ODA et l'ODI, s'est soldé par le recrutement d'une **Coordinatrice interorganisations** par une bien plus grande sensibilisation, parmi les agences, à la question de la bonne pratique et par un désir exprimé de partager

l'information et de rehausser les niveaux. Suite aux recommandations contenues dans "Peut mieux faire", la Coordinatrice interorganisations et le Comité directeur - People in Aid - sont en train d'entreprendre un nouveau projet d'un an financé par l'ODA. Les objectifs du projet consistent à :

- élaborer un Code de bonne pratique à l'intention des agences d'aide sur le recrutement, la gestion et le soutien du personnel d'aide expatrié ;
- travailler avec les membres de la communauté internationale d'aide pour préconiser l'adoption d'un code de bonne pratique ;
- à l'appui du Code, instaurer des ressources en matière d'information sur la gestion et la formation du personnel et sur les questions de l'emploi qui sont pertinentes à la communauté internationale d'aide, et
- faire des recommandations sur les initiatives futures de People in Aid, y compris sur ce qui constitue une bonne pratique en matière de gestion et de soutien du personnel d'aide humanitaire du pays d'accueil.

Un projet de Code a été présenté au Comité directeur mi-mai et fera l'objet de délibérations lors d'une réunion plus élargie des ONG prévue pour début août cette année, suivie, en octobre, d'une discussion en atelier sur la création d'une instance professionnelle.

Au mois de mai, Sara Davidson, Coordinatrice interorganisations, a rendu visite à des agences humanitaires aux Etats-Unis où elle a soumis les propositions aux ONG lors de l'Assemblée générale du réseau Interaction. Elle s'est aperçue que l'initiative suscitait un grand intérêt tant parmi les organismes américains qu'européens qui participaient à la réunion de Washington, de même que de la part des bailleurs de fonds américains d'aide d'urgence - OFDA, PNUD et UNICEF. Une fois que le Code de People in Aid sera approuvé, l'UNICEF prévoit de faire inclure la signature du Code, dans le cadre du processus d'évaluation pré-contractuel, pour les ONG basées au Royaume-Uni en tant que partenaires d'exécution éventuels.

↳ Pour de plus amples renseignements sur l'initiative de People in Aid, s'adresser à Sara Davidson, Coordinatrice interorganisations.

Tél/fax : +44 171 235 08 95.

Liens entre l'Aide d'Urgence, la Réhabilitation et le Développement

Le débat se poursuit ...

Au mois de juin, la Commission européenne (CE) a publié une communication au Conseil et au Parlement européen intitulée **Les liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et développement (LLRD)**. Cette communication représente le produit d'un an de travail assuré par un groupe de travail interne de la CE, composé de représentants des différentes Directions générales des Relations extérieures (DG I et DG VIII) et de l'Office européen d'aide humanitaire d'urgence (ECHO).

Au cours des huit derniers mois, le groupe de travail a organisé une série d'ateliers sur les liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement. Le premier s'est déroulé en octobre 1995 avec des experts indépendants sur le terrain, et deux autres ont eu lieu en février 1996, l'un avec des ONG et l'autre avec des représentants officiels des Etats membres. Un questionnaire a également été adressé aux départements chargés de l'aide des Etats membres, sollicitant une information sur les usages et les lignes de conduite actuels en ce qui concerne l'établissement des liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement.

Le questionnaire a révélé que, pour chaque Etat membre ou presque, les questions relatives à l'aide humanitaire (d'urgence) et les questions relatives au développement étaient traitées dans le cadre de départements différents, suivant des méthodes différentes et comptant sur des sources budgétaires différentes. Au sein de la Commission, il existe un clivage institutionnel analogue : les liens de coopération à long terme en matière de développement, avec les pays en voie de développement, sont négociés dans le cadre d'accords tels que la Convention de Lomé et ce, principalement par la DG VIII, alors que les opérations humanitaires sont gérées par ECHO, en utilisant des critères tout à fait différents. L'initiative européenne se déroule dans le contexte d'un débat beaucoup plus large entre les bailleurs de fonds, les institutions des Nations unies et les ONG sur ce que l'on appelle le "continuum

urgence-développement", dans lequel il est de plus en plus reconnu que ce clivage institutionnel est peu utile et qu'en fait, il avait exercé une influence néfaste sur la façon dont la nature de l'"aide" est conceptualisée (voir le Bulletin d'information de septembre 1994 pour un article sur le continuum et celui d'avril 1995 pour une discussion apparentée sur la politique de l'aide en transition)

La communication de la CE préconise une conception mieux coordonnée de l'aide d'urgence, de la réhabilitation et du développement, reconnaissant cependant que, pour les "situations d'urgence complexe" (crises chroniques impliquant un conflit armé) ceci constituera un défi majeur, exigeant des analyses approfondies du pays qui se penchent sur les causes structurelles à l'origine du conflit et qui mènent au développement d'interventions qui abordent le cycle entier du conflit et de la paix. En l'absence d'une conception coordonnée, les activités d'aide d'urgence peuvent entraîner des effets à long terme indésirables. Ainsi, par exemple, les organismes internationaux d'aide d'urgence qui mettent sur pied leurs propres systèmes pour distribuer l'aide humanitaire risquent de laisser un vide administratif à leur départ, susceptible de rendre la réhabilitation très difficile. La communication recommande que :

- des cadres globaux de politique soient préparés pour chaque pays et région, qui rapprochent dans le développement les facteurs économiques, sociaux (y compris pour les hommes et pour les femmes) et politiques, l'objectif suprême consistant à aboutir à une situation de "stabilité structurelle" - une situation impliquant un développement économique durable, la démocratie et le respect des droits de l'homme, des structures politiques viables, des conditions sociales et environnementales saines, et la capacité à gérer les réformes sans avoir recours à un conflit violent ;
- la prévention des conflits soit un élément intrinsèque de ces cadres globaux de politique ;
- la capacité d'analyse politique soit renforcée de façon à pouvoir rechercher les causes structurelles fondamentales des conflits, identifier les pôles de troubles et traduire, en temps voulu, l'analyse en actions politiques au niveau de l'Union ;
- le risque et la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles et causées par l'homme soient pris en considération au cours des programmes de planification macro-économique et de réforme économique.

Cette communication est un document opportun et qui arrive à point, son contenu reflétant une grande partie du débat actuel sur la question des liens entre

l'aide d'urgence et le développement. Ses appels à une intervention plus holistique face aux crises de la part des bailleurs de fonds, grâce à l'élaboration de cadres d'action globale et à une analyse politique améliorée, sont encourageants.

En revanche, il existe un certain nombre de domaines où cette communication est plutôt faible. Et notamment, malgré une brève partie sur la reconstruction de la société civile, il est à peine fait mention des "bénéficiaires" de l'aide, que ce soit à un niveau personnel ou à celui des collectivités, ou encore au niveau des gouvernements des pays en voie de développement. La communication constitue surtout un ordre du jour pour les bailleurs de fonds, ce qui, tout en étant important, ne sera probablement pas efficace si les populations concernées ne sont pas intimement mêlées à l'élaboration et à la mise en oeuvre des programmes.

Il est difficile, à l'heure actuelle, d'éviter de considérer la communication comme étant un peu utopique, pleine de bonnes intentions, mais sans stratégie précise sur la façon dont celles-ci se traduiront par des actions concrètes. En partageant leurs expériences pratiques, les ONG joueront un rôle crucial pour traduire la théorie des liens entre l'aide d'urgence et le développement en un programme pratique d'action.

Références utiles :

- Mark Duffield, "Complex Emergencies in a Crisis of Developmentalism" [Les situations d'urgence complexe dans une crise de développementalisme], IDS Bulletin 25 (3).
 Aid Under Fire [L'Aide vivement critiquée], publié par le DAH, l'ODI, l'ODA et ActionAid (1993).
 Joanna Macrae avec A Zwi et V. Forsythe, "Aid Policy in Transition: A Preliminary Analysis of 'Post'-Conflict Rehabilitation of the Health Sector" [La politique de l'aide en période de transition : Analyse préliminaire de la Réhabilitation "post"- conflictuelle du secteur de la santé]. Journal of International Development Volume 7, No 4 669-684 (1995).

Les ONG Japonaises et l'Aide d'Urgence

.... un secteur en expansion

Une étude de 1993 sur les ONG qui s'occupent du développement dans treize Etats membres de l'OCDE a caractérisé le mouvement des ONG japonaises

comme étant "modeste, jeune et fragile" en comparaison avec ses homologues d'autres pays. D'un point de vue historique, la croissance du secteur des ONG était restreinte par des facteurs comme la tradition limitée de philanthropie au-delà de la tradition bouddhique de charité ; le rôle fort du gouvernement et des sociétés privées dans la prestation de services souvent associés au bénévolat dans les autres pays riches ; et le manque d'assouplissement des dons charitables déductibles des impôts dans le cadre du régime fiscal. Toutefois, le secteur des ONG au Japon est en expansion et en train de devenir de plus en plus actif. Un certain nombre de facteurs contribuent à ce phénomène.

Pour les ONG japonaises qui s'occupent du développement, une innovation importante en matière de financement a été le programme d'action intitulé "Versement bénévole pour l'aide internationale", introduit en 1990 par le ministère des Postes et des Télécommunications. Dans le cadre de ce programme, les détenteurs d'un compte d'épargne de la poste (très populaire au Japon) pouvaient choisir de consacrer 20 % des bénéfices sur les intérêts après impôts à un fonds d'affectation spéciale pour les ONG qui s'occupent du développement. Les demandes de subventions sont sollicitées une fois par an auprès des ONG et les conseils sur les subventions sont recherchés auprès du ministère des Affaires étrangères et de l'organisation de tutelle des ONG du nom de JANIC (Centre qui regroupe les ONG japonaises pour la coopération internationale). De même, les ONG bénéficient de plus en plus de l'appui du Programme d'aide japonais par le biais de subventions et de programmes de dons de contrepartie, bien qu'un tel appui soit encore bien inférieur aux niveaux que l'on rencontre dans les autres pays riches. Les chiffres les plus récents du CAD qui remontent à 1995, indiquent que l'aide au développement extérieur assurée par le Japon s'élevait à 13,24 milliards de dollars, soit plus que les contributions du Royaume-Uni et des Etats-Unis combinées. Ce chiffre représente 0,29 % du PIB du Japon, qui, bien qu'il s'agisse d'une proportion comparativement modeste du PIB, occupant un rang inférieur à celui de la plupart des pays d'Europe occidentale, de l'Australie et du Canada, fait néanmoins du Japon le pays donateur global le plus important.

L'aide d'urgence japonaise a traditionnellement été canalisée par le biais des institutions de l'ONU et de l'importante et bien établie Société de la Croix-Rouge japonaise. Les ONG japonaises ont participé pour la première fois aux efforts internationaux en matière d'aide d'urgence lors des opérations en Thaïlande et au Cambodge en 1979, qui ont conduit à la formation de plusieurs ONG nouvelles. Cependant, ce n'est pas avant les opérations de 1991 à l'appui des Kurdes, dans le Nord

de l'Iraq, en Iran et en Turquie et dans l'opération lors du cyclone au Bangladesh, à la même époque, que les ONG japonaises ont bénéficié directement des fonds japonais d'aide au développement extérieur. Alors que certaines des ONG japonaises qui s'occupent d'assurer une aide d'urgence sont les composantes japonaises de larges ONG internationales telles que CARE, World Vision et MSF, il existe plusieurs ONG indigènes qui s'occupent d'assurer une aide d'urgence, dont l'Association des Docteurs en Médecine d'Asie [Association of Medical Doctors of Asia (AMDA)], l'Association pour l'Aide aux Réfugiés [Association to Aid the Refugees (AAR)], le Centre japonais de volontaires internationaux [Japanese International Volunteer Center (JVC)] et une multitude d'organisations plus modestes oeuvrant dans un seul pays de même que de nombreuses organisations étudiantes.

L'ONG la plus importante en nombre et dont l'expansion est la plus rapide de toutes les ONG japonaises qui se spécialisent dans l'acheminement de l'aide d'urgence est l'AMDA. Cette organisation a été officiellement constituée en 1984 mais ses origines remontent à l'expérience d'un docteur japonais qui s'était efforcé d'offrir ses services pendant les opérations en Thaïlande et au Cambodge cinq années auparavant. L'Association comprend à présent 16 "sections par pays", comprenant neuf cents membres qui oeuvrent pour une amélioration des prestations sanitaires dans les pays africains et asiatiques. De surcroît, un certain nombre de missions médicales effectuent des opérations dans d'autres pays qui ont besoin d'aide d'urgence, tels que la Somalie, l'ex-Yougoslavie, le Mozambique et le Rwanda. Lorsque survient une situation d'urgence, un groupe se forme composé de médecins des "sections par pays" d'AMDA et ce groupe est envoyé dans la région affectée. Du fait qu'un grand nombre de ces docteurs ont connu des situations d'urgence analogues et qu'ils ont assuré les mêmes types de soins dans leur propre pays, l'assistance qu'ils offrent lors des opérations humanitaires est particulièrement précieuse.

Bien que ce type de structure fédérale ne soit pas unique dans la communauté internationale d'aide d'urgence, ce qui est inhabituel est le fait que des docteurs thaïlandais ou philippins soient susceptibles de travailler dans des activités d'aide d'urgence médicales en Tanzanie ou en Somalie - soit un transfert d'expérience et d'expertise "sud-sud" par opposition aux transferts d'assistance technique "nord-sud" plus courants.

A l'intérieur du Japon-même, le nombre croissant d'étrangers qui résident à Tokyo a conduit l'AMDA à créer, en 1991, le Centre international d'Information

médicale. Selon le ministère de la Justice, il y aurait près d'un million trois cent mille résidents étrangers immatriculés au Japon et le nombre d'étrangers clandestins serait de près de trois cent mille. Le Centre d'Information, subventionné par les municipalités et par la Préfecture d'Osaka, offre des consultations par téléphone sur le système de santé japonais en huit langues.

└ Pour de plus amples renseignements sur l'AMDA, s'adresser à : AMDA International Secretariat (HQ), 310-1 Narazu, Okayama City, 701-12 Japon.
Tél: +81 86 284 77 30. Fax: +81 86 284 67 58.

└ Pour de plus amples renseignements sur les ONG japonaises voir :
Smillie, I & Hemich, H (1993). *Non-Governmental Organisations and Governments: Stakeholders for Development*. [Les Organisations non gouvernementales et les Gouvernements : partenaires pour le développement]. OCDE, Paris, 1993.

Le Rapport annuel du CAD (Comité d'aide au développement). OCDE, Paris.

ou s'adresser à : JANIC (Japanese NGO Center for International Cooperation), Saito Building 5F, 9-1 Kanda-Nishiki-cho 2-chome, Chiyoda-ku, Tokyo 101, Japon. Tél: +81 3 3294 5370. Fax: +81 3 3294 5398.

Le Sommet de Madrid

Mise à jour ...

Le 14 décembre de l'année dernière, les responsables officiels et les représentants des organisations humanitaires internationales, des ONG européennes et américaines, d'ECHO et d'USAID, se sont réunis à Madrid à l'invitation de Mme Emma Bonino, Commissaire aux Affaires humanitaires. La réunion visait à formuler une déclaration d'engagement et un appel conjoint à communiquer aux Chefs de Gouvernement et à la presse. (Le texte intégral de la déclaration a été publié dans le Bulletin d'Information de VOICE, Vol.2.20, daté du 31 décembre). Ce qui était particulièrement important était la présence, autour de la même table, de tous les principaux protagonistes du domaine de l'aide d'urgence humanitaire d'Europe et des Etats-Unis.

Dans le cadre du programme de coopération transatlantique lancé par le sommet, Mme Bonino et M. Brian Atwood d'USAID ont entrepris une mission conjointe dans la région des Grands Lacs pour essayer d'évaluer conjointement quels étaient les efforts de

paix qui s'imposaient. Malgré des efforts évidents pour élaborer une stratégie conjointe pour la région, il a fallu des délais et des efforts considérables avant que ne puisse être approuvée une déclaration de presse conjointe. Cependant, note plus positive, le sommet s'est soldé par un certain nombre de domaines d'accords, à savoir : un échange régulier de l'information entre les organismes humanitaires d'aide d'urgence de l'UE et des Etats-Unis et des discussions sur l'adoption de stratégies futures analogues envers les ONG - lors de l'Assemblée générale d'InterAction qui s'est tenue à Washington les 27 et 28 avril, le représentant de la Commission européenne a lancé une invitation ouverte à toutes les ONG américaines pour qu'elles souscrivent à l'Accord d'association-cadre [Framework Partnership Agreement] avec ECHO. Comme geste de bonne volonté, mais non pour indiquer aux ONG américaines qu'elles pouvaient attendre le même financement que les ONG européennes, ECHO a récemment approuvé vingt-huit millions d'écus pour les ONG américaines à consacrer aux opérations d'urgence au cours de 1996.

Les Etats membres de l'UE se sont montrés plus prudents face aux tentatives visant à améliorer les relations entre les partenaires de l'UE et des Etats-Unis/ONU, faisant valoir que les relations avec les ministères européens avaient été oubliées dans les discussions.

soutien adoptées et une note d'information complète sur le Sommet auprès de Michele Millanès, World Food Summit Secretariat, Italie. Tél : +39 6 52 25 36 41. Fax: +39 6 52 25 31 52.

Sommet Alimentaire Mondial

Conférence à venir

Le Sommet alimentaire mondial, qui doit se dérouler à Rome du 13 au 17 novembre 1996, rassemblant les Chefs d'Etat et de Gouvernement, s'efforcera de "renouveler l'engagement des dirigeants mondiaux au plus haut niveau pour éradiquer la faim et la malnutrition et aboutir à une sécurité alimentaire durable pour tous". Il est anticipé que les gouvernements, les institutions internationales et tous les secteurs de la société civile du monde entier participeront à cette tribune pour aborder tous les aspects de la sécurité alimentaire et les causes responsables de la faim et de la malnutrition. Un certain nombre d'activités et de réunions sont prévues avant la réunion de novembre, y compris des consultations avec les gouvernements, avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et avec le secteur privé.

Il est possible de se procurer la liste des réunions préparatoires, des résolutions ou des déclarations de

Le Réseau Intégré d'Information Régionale (DAH)

Le Réseau intégré d'Information régionale [Integrated Regional Information Network (IRIN)] est une nouvelle unité du Département des Affaires humanitaires, créée pour promouvoir l'échange d'information au sein de la communauté humanitaire de la région des Grands Lacs d'Afrique. Le Réseau gèrera une information régulière, pertinente et à jour à destination - et provenant - des ONG, des autorités nationales, des institutions de l'ONU, des bailleurs de fonds, des organisations de droits de l'homme, des partis politiques, des institutions régionales, des universités et des médias.

Le nouveau matériel sera recueilli dans la région par une équipe de responsables de l'information oeuvrant avec les bureaux des Coordinateurs résidents de l'ONU; les remises à jour, les analyses et les alertes du Réseau intégré d'information régionale couvriront toutes les questions qui affectent le travail humanitaire dans la région, partant d'une perspective régionale.

Pour se procurer de plus amples renseignements sur l'IRIN, s'adresser à Pat Banks, Coordinatrice ou à Ben Parker, Coordinateur adjoint, IRIN, PO Box 30218, Nairobi, Kenya. Tél: +254 2 44 11 25 ou 44 42 06. Fax: +254 2 44 88 16 ou 58 30 43.
Email: irin@dha.unon.org.

Mise à jour



Afrique

Angola... Alors que l'année 1995 s'est achevée sur des tensions accrues en Angola, notamment dans la région septentrionale aux environs de Soyo, l'un des centres pétroliers, 1996 a commencé sur une annonce conjointe du Gouvernement et de l'UNITA déclarant qu'un nouveau calendrier pour le Protocole de Lusaka avait été approuvé. Dès juillet de cette année, les prisonniers de guerre devraient être libérés et les soldats de l'UNITA cantonnés. Une quatrième rencontre entre le Président Eduardo dos Santos et le dirigeant de l'UNITA, Jonas Malheiro Savimbi, s'est

déroulée le 1er mars à Libreville.

Plusieurs développements positifs ont eu lieu au cours du premier trimestre de cette année: d'abord, le 8 février, le Conseil de sécurité de l'ONU a étendu le mandat de la Mission de Vérification des Nations Unies en Angola pour un trimestre de plus, au prix d'environ 1 million de dollars par jour. Le 8 mai, la mission UNAVEM III a été étendue pour deux mois de plus, jusqu'au 11 juillet, soit un mois de moins que le mandat précédent, afin d'augmenter la pression exercée sur l'UNITA pour que celle-ci se conforme au protocole de Lusaka; deuxièmement, la communauté internationale a montré un grand intérêt pour l'Angola. Plusieurs délégations importantes, dont l'Ambassadeur américain auprès de l'ONU, l'Administrateur d'USAID, le Président du Portugal, le

ministre français chargé de la Coopération et un Commissaire de l'UE se sont rendus en Angola afin de conforter le processus de paix ; troisièmement, dans la course pour respecter la date-limite du 8 mai pour le cantonnement d'une trentaine de milliers de ses soldats, l'UNITA en a déplacé des milliers dans des quartiers de cantonnement officiels de l'ONU - et notamment à Londuimbali, Negage, Quibaxe et Vila Nova. Des inquiétudes ont depuis été exprimées quant au jeune âge et au niveau de matériel de guerre des soldats cantonnés ; quatrième, le Programme alimentaire mondial (PAM) a poursuivi la réhabilitation progressive des routes et des ponts, conjointement à SwedRelief. A ces travaux se sont ajoutés une sensibilisation, un recensement, une destruction et une formation relatifs aux mines. Le PAM compte à présent sur les transports routiers pour près de 60 % de ses livraisons totales, soit une forte hausse : ils ne représentaient que 25 % du total en 1994 ; cinquièmement, les organisations humanitaires continuent à élargir leurs programmes dans tout le pays et l'accent se déplace de l'aide d'urgence au redressement. La réponse des bailleurs de fonds à l'appel lancé récemment par le Département des Affaires humanitaires a été encourageante bien qu'ils aient encore à déboursé la majorité des engagements de dépense annoncés en septembre dernier pour le Programme national de réhabilitation. Un indicateur particulièrement positif est que l'UNICEF ne cesse d'encourager les évaluations et les programmes sanitaires conjoints du Gouvernement/de l'UNITA dans les régions clefs de l'Angola.

Malgré ces indicateurs positifs, les inquiétudes dominent encore que les dirigeants de l'Angola n'aient pas encore trouvé le chemin de la paix durable. Savimbi a diffusé un discours à la mi-mars dans lequel il déclarait que la démobilisation de son armée entraînerait une perte de pouvoir et que ceci était inacceptable. Par ailleurs, alors qu'UNITA a accepté l'offre de l'une des trois vice-présidences, Savimbi n'a pas fait savoir s'il prendrait le poste. Les tensions au sein du Gouvernement se sont accrues ; les inquiétudes devant un coup d'état militaire imminent pour renverser le Gouvernement abondent dans la capitale, Luanda et, le 25 avril, sa délégation à la Commission conjointe, mise sur pied dans le cadre du Protocole de Lusaka pour superviser la mise en oeuvre de l'accord de paix, s'est retirée sans donner aucune raison. Cependant, note plus optimiste, le 21 mai, le Gouvernement et l'UNITA ont achevé les négociations sur la question importante de l'intégration des militaires de l'UNITA à l'armée nationale angolaise. Il reste à voir combien de militaires ceci impliquera et ce qui arrivera à ceux qui ne sont pas sélectionnés (des rumeurs courent que le Gouvernement souhaite les

placer dans une nouvelle Quatrième Branche pour aider à la reconstruction du pays). Ceci constitue une étape positive du processus de réconciliation. Sur une note plus négative cependant, il existe des inquiétudes face à l'opposition du gouvernement à l'instauration d'une source de presse impartiale. Ceci représente un facteur extrêmement important du processus de paix angolais, et cependant le gouvernement continue à empêcher l'ONU de mettre en place sa propre station de radio (comme cela a été fait au Cambodge), ce qui, pourtant, avait été convenu dans le cadre du Protocole de Lusaka. Par suite, les Angolais continuent à se fier à la radio **Vorgan** de l'UNITA ou à la propre **radio nacional** du Gouvernement. La proposition du Gouvernement limitait l'ONU à 2 à 4 heures de temps de transmission, sur la radio gouvernementale. L'ONU n'a pas accepté cette proposition. Troisièmement, les deux parties continuent à importer des armes sur une grande échelle. Le Conseil de Sécurité national américain pense que les revenus de l'UNITA tirés de l'extraction du diamant en 1995 ont dépassé les trois cent cinquante millions de dollars, soit plus qu'il n'a jamais reçu en un an de l'Afrique du Sud ou des Etats-Unis confondus. Finalement, la liberté de mouvement pour les Angolais n'est pas encore autorisée ni respectée par l'un et l'autre côté. Un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays et trois cent mille Angolais dans les pays voisins continuent à retarder leur retour car ils ne peuvent se déplacer librement et ils ne sont pas non plus convaincus que cela soit sans danger. Un indicateur tragique de l'insécurité et du banditisme incessants est la mort, début avril, de Chris Seward, un employé d'une agence humanitaire britannique et de deux soldats de la paix de l'ONU.

Au commencement de l'année, un million quatre cent mille personnes déplacées à l'intérieur du pays recevaient encore une aide d'urgence, mais il était alors prévu que le nombre de bénéficiaires tombe à un million dans les prochains six mois.

Entre le 27 et le 29 mars de cette année, une centaine de personnes originaires d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du nord se sont réunies à Bonn, en Allemagne pour discuter des progrès accomplis par l'Angola depuis la signature, en novembre 1994, du Protocole de Lusaka. Si, à cette conférence, les partis politiques, les ONG, le monde des affaires, les journalistes et les universitaires étaient bien représentés, le gouvernement angolais, lui, brillait par son absence, malgré le fait qu'il y ait été convié.

↳ Pour de plus amples renseignements sur la conférence et sur ses conclusions, s'adresser à : Teresa Sande/Johanna Götz à Medico, Allemagne.

Tél : +49 69 94438-0. Fax: +49 69 43 60 02.

Libéria... Quelques-uns des combats les plus acharnés depuis trois ans entre les sept factions rebelles du Libéria et les forces de coalition ont éclaté au cours de la première semaine d'avril, déplaçant des populations estimées à une cinquantaine ou une soixantaine de milliers de civils et en poussant de quinze à vingt milliers à chercher refuge dans l'enceinte de l'Ambassade américaine, située dans la partie la plus au sud de Monrovia, la capitale du pays. C'était la première fois, au cours du conflit, que le district de Mamba Point, où se trouve l'Ambassade, était attaqué. La tension s'est accumulée depuis janvier cette année, où le conflit entre Ulimo J et ECOMOG a éclaté suite à un différend relatif à la maîtrise des mines de diamant de Tubmanburg. Il n'en a pas fallu beaucoup pour qu'éclatent de féroces combats suite à la tentative d'arrestation, début avril, du seigneur de guerre Roosevelt Johnson, sur inculpation de meurtre. Les factions rivales ont tout saccagé dans la capitale, incendiant les maisons et tuant au hasard. Pour la première fois, les enceintes et les véhicules de l'ONU ont été attaqués, subissant un pillage généralisé. Seule l'Ambassade des Etats-Unis a échappé à l'attaque ; d'où l'afflux énorme de civils qui cherchaient refuge contre les combats. La majorité des diplomates et des employés d'agences humanitaires ont été évacués sur Freetown, en Sierra Leone et sur Dakar, au Sénégal, ne laissant que le personnel essentiel.

Depuis le début de la guerre civile, en décembre 1989, laissant un nombre de morts qui, pour beaucoup, serait bien supérieur à cent cinquante mille, et après six années de tueries et de pillage, le nombre de réfugiés libériens s'élèverait à 305 800 en Côte d'Ivoire, à 410 000 en Guinée, à 15 000 au Ghana, à 4000 au Nigéria et à 4700 en Sierra Leone (selon le HCR). Il est estimé qu'un autre million de Libériens sont déplacés à l'intérieur du Libéria.

Début mars, avant l'éruption actuelle des combats, l'HCR a lancé un appel pour recueillir 60 millions de dollars destinés à financer son programme de rapatriement volontaire sur les 18 mois à venir pour couvrir le transport, l'alimentation et les sheetings de plastic, les jerricans, les outils et les projets de moyens de survie. Depuis la signature de l'accord de paix en août dernier, on estime à près de trente milliers le nombre de réfugiés qui seraient revenus volontairement des régions frontalières, dont la plupart est arrivée au début de 1996. La poursuite des combats a entravé l'accès tant du HCR que des agences d'aide d'urgence et les récents affrontements féroces ne feront qu'aggraver la situation - le premier convoi du PAM depuis le déclenchement de la violence à Monrovia, envoyé au cours de la deuxième semaine d'avril, au plus fort de la crise, a été pillé malgré la

présence d'une escorte d'ECOMOG. La situation d'urgence prédomine, du moins à Monrovia, où il y a peu d'eau et de vivres et où la priorité consiste à présent à instaurer une certaine stabilité et à arrêter d'autres mouvements importants de populations. La situation s'est légèrement améliorée vers la fin avril, où on a vu quelque mouvement progressif hors des cachettes et les convois du PAM ont pu faire passer quelques vivres, du moins à West Point et à Mamba Point. Les stocks de vivres sont adéquats pour les mois à venir, la restriction principale étant imposée au mouvement des vivres en raison de l'insécurité et du fait que les divers moyens de transport ont été volés - les capacités de la majorité des agences humanitaires ont par conséquent été grandement réduites. Les combats terminés, ce sont les épidémies qui posent la menace la plus grande, et avec peu d'accès à un approvisionnement en eau potable propre, des centaines de cas présumés de choléra apparaissent. Au moment où cet article a été rédigé, une information limitée était disponible sur les régions isolées.

Le principal défi à relever à présent est celui de la réconciliation. Mains Libériens partagent le sentiment que bien qu'il soit indéniable que Taylor ait été impliqué dans des actes d'atrocité au cours de la guerre, la stabilité et le progrès économique relatifs achevés pendant qu'il contrôlait le "grand Libéria" (tout ce qui est hors de Monrovia) méritaient un appui plus important de la part de l'ONU, des Etats-Unis et d'ECOMOG. (Les Etats-Unis ont promis trente millions de dollars pour la formation et l'assistance à ECOMOG si celle-ci adopte un rôle plus neutre). La prolifération des seigneurs de guerre et la nature partisane des forces d'ECOMOG, dominées par les Nigériens, s'efforçant de déstabiliser l'emprise de Taylor sur le pays, ont rendu la résolution du conflit beaucoup plus difficile. Une situation qui semblait être stabilisatrice et offrir des chances de reconstruction est retombée dans une situation d'urgence et cet échec du processus de paix aura fait faire marche arrière à bien des progrès accomplis depuis la signature de l'Accord de paix en août dernier. Le récent cessez-le-feu, accepté le 6 mai, ne semble pas tenir, des coups de feu sporadiques, le pilonnage et les incendies se maintenant.

Somalie... Un haut fonctionnaire de l'ONU a récemment décrit la situation à laquelle la Somalie se trouve confrontée : "Nous sommes pris entre le budget d'urgence parce que notre situation ne paraît pas assez grave et le budget de développement parce qu'elle ne paraît pas assez stable", ajoutant "La Somalie n'en est pas vraiment à la phase de réhabilitation - il y a trop d'instabilité". John Weston, Président du Conseil de sécurité, a reconnu publiquement qu'il était

nécessaire de maintenir l'assistance au pays et il appuie les projets visant à ouvrir un bureau politique de l'ONU pour la Somalie à Nairobi pour suivre de près l'évolution de la situation et établir des contacts avec les principales factions.

L'insécurité continue, avec les milices du Général Aideed et celles d'Osman Atto qui se battent pour contrôler la plupart des parties stratégiques de Mogadishu et des régions avoisinantes. Le principal port de Mogadishu demeure fermé depuis le repli, il y a un an, d'UNOSOM. Avec la fermeture du port, les organismes d'aide ne sont plus en mesure d'amener assez rapidement les approvisionnements à l'intérieur du pays et les taux de malnutrition sont en hausse.

La réconciliation nationale n'est pas pour demain, malgré la réunion qui s'est tenue, en août dernier, entre 12 factions somaliennes et malgré la promesse de Farah Aideed d'organiser des élections libres et justes dans un délai de 3 ans. Les possibilités d'un retour à une guerre civile généralisée présente encore une menace sérieuse selon des sources de l'ONU. Cependant, même si un gouvernement national reconnu à l'intérieur du pays ne semble pas être une possibilité à l'heure actuelle, les conditions varient grandement au sein du pays : des conférences locales pour la paix ont été organisées par les anciens des villages dans de nombreux districts et, dans soixante-huit sur soixante-dix-sept (en avril 1996), des conseils de districts ont été mis sur pied, dont beaucoup fonctionnent en tant qu'administration locale. S'il est vrai que l'on peut dire qu'il n'existe pas de gouvernement national en Somalie, un grand nombre de ces conseils représentent un gouvernement réel et constituent une contrepartie pratique aux agences et aux ONG internationales qui apportent leur aide au peuple somalien.

La région des Grands Lacs

Burundi... Au cours des premiers mois de 1996, la situation en matière de sécurité s'est légèrement améliorée dans la capitale Bujumbura, mais elle s'est détériorée en campagne, compliquant le plan de l'ONU qui visait à rapatrier un millier de réfugiés Hutu par jour des camps situés au Zaïre. Cependant, vers la fin du mois d'avril, le conflit s'est intensifié dans tout le pays, contraignant les agences d'aide d'urgence à interrompre nombre de leurs opérations.

La violence et le pillage continuent à un haut niveau, mais, ce qui est encore plus préoccupant, ce sont des rapports selon lesquels des étudiants d'origine Tutsi et Hutu quitteraient leurs cours pour rejoindre les

milices extrémistes. Les structures gouvernementales et judiciaires étant pratiquement réduites au chaos, rien n'est fait pour déférer devant la justice ceux qui commettent des atrocités.

En janvier dernier, Boutros-Boutros Ghali a lancé un appel pour que les troupes de l'ONU soient envoyées au Burundi pour protéger les employés des agences humanitaires, mais l'appui du Conseil de sécurité se fait toujours attendre. Cependant, le Secrétaire général adjoint de l'ONU, Goulding, a confirmé que, malgré les fortes réserves exprimées par le Gouvernement du Burundi, l'ONU essayait toujours de mettre sur pied une force humanitaire d'environ vingt-cinq mille soldats provenant des pays africains.

Une insécurité largement généralisée et un incident sérieux entre la milice hutu et l'armée ont entraîné, en décembre, l'évacuation quasi-totale du personnel d'aide internationale de Ngozi, au nord, et le mouvement d'environ douze à seize milliers de réfugiés hutu rwandais vers des camps en Tanzanie. De plus, quinze milliers de personnes déplacées auraient quitté le camp de Ntamba fin janvier. Début avril, la Commission tripartite sur le Rapatriement des réfugiés rwandais au Burundi (impliquant le HCR et les Gouvernements du Burundi et du Rwanda) a recommandé la fermeture du camp septentrional de Rukuramigabo et le transfert de ses habitants vers d'autres camps à Ngozi. Avec plus de cent cinquante milliers de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, la situation pour les agences d'aide d'urgence est grave et leurs employés craignent d'autres mouvements massifs de populations dans le Zaïre et en Tanzanie.

L'exécution des programmes d'aide d'urgence a été sévèrement entravée, les principales grandes routes étant coupées et des embuscades se produisant régulièrement. De nombreuses routes sont maintenant fermées aux véhicules sans escorte militaire - le 27 mars, un convoi de l'ONU a été attaqué et la moitié de ses approvisionnements a été pillée. Les agences d'aide d'urgence ont été contraintes à évacuer les régions particulièrement dangereuses, entraînant des pénuries de vivres et un accès limité aux soins médicaux. Chose plus inquiétante, on a signalé des décès dus au choléra.

Des incidents en matière de sécurité sont également signalés dans les parties centrale et sud du pays, s'ajoutant aux problèmes de mauvaise récolte par suite des dégâts causés par la tempête et aux problèmes omniprésents de la culture de la terre à cause des mines. Le PAM a déplacé son personnel de la province de Gitega après une attaque à la grenade sur le personnel et les activités de l'ONU et des ONG ont

pratiquement cessé à Citiboke et à Bubanza où les civils partent en masse. Les distributions de vivres reviennent maintenant à l'administration locale et un couvre-feu a été imposé. Selon les estimations, les lourds combats auraient déplacé quatre-vingt mille personnes au cours des dernières semaines à Gitega, à Karuzi, à Muramvya et à Makamba. Le ministère de la Réinsertion et de la Réinstallation des Personnes déplacées et rapatriées a rassemblé deux réunions d'urgence avec les organismes humanitaires au cours de la première semaine d'avril pour organiser la mise en commun des ressources destinées à les aider.

La fermeture périodique des frontières entre le Burundi et le Zaïre depuis décembre 1995 a conduit le PAM à abandonner la route pour Uvira par Bujumbura, ce qui l'oblige à envoyer les approvisionnements par le port d'Uvira. En raison de l'insécurité qui s'acharne contre le système de transport, il est actuellement envisagé de stocker des marchandises hors du Burundi.

Rwanda... Les premières semaines d'avril ont été dominées par le deuil en mémoire de ceux qui ont péri pendant le génocide et la guerre civile de 1994. Mais les principaux problèmes auxquels est confronté le Gouvernement du Rwanda, deux ans plus tard, sont de rapatrier près d'un million huit cent mille Rwandais qui vivent en tant que réfugiés dans les pays voisins et de déférer devant la justice les auteurs du génocide.

Pour essayer de rassurer les réfugiés hutu qui se trouvent hors des frontières du pays, le Gouvernement rwandais a promis de traduire les tueurs en justice. Cependant, il détient à l'heure actuelle soixante-sept mille personnes dans des prisons surpeuplées, dont beaucoup dans des conditions épouvantables, car les tribunaux sont handicapés par le manque de financement et un personnel insuffisamment qualifié. De nombreux membres de la magistrature ont été tués pendant le génocide et leurs remplaçants soit viennent à peine de finir leur formation, soit sont encore en cours de formation. L'intimidation dont sont victimes les procureurs aggrave encore davantage ce problème - un procureur et son collègue ont été tués par balle à Gisenyi au début de l'année.

Un grand nombre d'organismes et de responsables du génocide sont actuellement confortablement en exil au Kenya et à Bruxelles. Des journaux extrémistes sont en vente libre à Nairobi et, comme les progrès du tribunal international sont terriblement lents, les exilés riches renouvellent leur visa de tourisme pour le Kenya, en toute impunité. Bien que le

Gouvernement zaïrois autorise à présent les fonctionnaires du Gouvernement rwandais à pénétrer dans les camps pour encourager les réfugiés à retourner dans leur pays, les dirigeants des camps continuent à faire pression sur eux pour qu'ils restent - notamment les intellectuels ou les anciens fonctionnaires gouvernementaux - allant même jusqu'à tuer des Hutu à l'intérieur du Rwanda qui n'avaient jamais pris la fuite. Les forces gouvernementales rwandaises ont attaqué l'île du Lac Kivu en novembre 1995 pour essayer d'éliminer un noyau dur de ces intimidateurs. Personne n'a encore été jugé dans le cadre du tribunal international. Bien que dix personnes aient été accusées, elles se trouvent toutes à l'extérieur du pays et deux seulement sont, en fait, en détention.

Le contingent zaïrois continue à opérer à l'intérieur des camps, financé par le HCR. Tous les programmes d'alimentation supplémentaire et thérapeutique ont cessé en mars à l'exception toutefois du camp de Kibumba. Les ONG ont reçu l'instruction de remplacer tout leur personnel par des Zaïrois et tout le personnel international sera déporté. Depuis le début de l'année, les autorités zaïroises ont consenti d'"encourager" le rapatriement volontaire en entravant la recherche de vivres, de bois à brûler et de travail pour les réfugiés, en coupant tous les services qui ne sont pas essentiels et en fermant les bars et les magasins. En dépit de ces mesures, le nombre de réfugiés qui repartent dans leur pays est tombé à son niveau le plus bas en mars cette année.

Les réfugiés, s'ils retournent dans leur pays, craignent d'être arrêtés sous le chef d'inculpation - souvent inventé de toutes pièces - d'avoir participé au génocide. La politique du gouvernement rwandais en matière de condamnation n'a pas contribué à les encourager à revenir : la mort pour les organisateurs et les responsables et un minimum de dix ans pour ceux qui y ont participé, sous condition qu'ils nomment des complices.

À l'intérieur du Rwanda, le Gouvernement déploie des efforts considérables pour rassurer ceux qui sont hors du pays qu'il est sans danger d'y revenir - instituant une politique d'exécution pour tout soldat de l'armée rwandaise qui tirerait sur la population civile. Selon les estimations des observateurs de l'ONU, les soldats tutsi commettraient plus d'une soixantaine de meurtres par mois. Bien que le FPR en exil était une force très disciplinée, la taille de l'armée a triplé depuis lors pour atteindre cinquante mille soldats, et un grand nombre de ceux qui ont rejoint l'armée récemment ont vu leur famille et leurs amis tués par les Hutu. Les troupes internationales de maintien de la paix ont quitté le Rwanda en mars et l'UNAMIR s'est

retiré complètement le 19 avril 1996 pour être remplacée par l'Office des Nations unies au Rwanda (ONUR) dont le mandat est encore soumis à discussion. En décembre, le Gouvernement a ordonné à trente-huit ONG, dont beaucoup étaient françaises, de cesser leurs activités. Des cent-dix organismes qui demeurent, il est clair que le Gouvernement souhaiterait que soixante partent immédiatement. L'inquiétude primordiale de ces organismes à qui on a demandé de partir est ce que va devenir leur matériel - alors que la majorité d'entre eux seraient très heureux de laisser leurs véhicules et leurs autres approvisionnements aux opérations d'aide qui restent, ils craignent que les fonctionnaires gouvernementaux ne se les approprient ou encore qu'ils ne soient tout simplement volés.

La situation à l'ouest demeure instable et les organismes d'aide d'urgence internationaux ont dû limiter le mouvement de leur personnel dans les régions où les risques sont particulièrement élevés. A la suite d'un échange de coups de feu impliquant un véhicule de MSF dans la préfecture de Cyangugu, au cours duquel une personne a été tuée par balle et trois ont été blessées, et suite à l'explosion d'une mine sur une route fort utilisée, les organismes humanitaires ont intensifié les mesures de sécurité. Les combats dans la région de Masisi au Zaïre auraient occasionné la fuite vers le Rwanda de cinq à huit milliers de Tutsi zaïrois, en attente d'asile dans le centre de transit de Nkamira.

Entre le 16 et le 19 mars, le Sommet des Grands Lacs, présidé par Jimmy Carter, s'est déroulé à Tunis entre les Présidents du Rwanda, du Burundi, du Zaïre, de la Tanzanie et de l'Ouganda. Parmi les accords les plus importants figuraient ceux qui suivent : le Zaïre s'engage à autoriser les fonctionnaires rwandais à pénétrer dans ses camps pour persuader les réfugiés à rentrer dans leur pays ; la Tanzanie s'engage à aider à expulser les Hutu qui exerceraient des pressions sur les réfugiés ; toutes les personnes de l'extérieur s'engagent à livrer ceux qui sont inculpés par le tribunal rwandais ; et un engagement général à chercher à réduire le conflit au Burundi. La prochaine réunion doit se dérouler à Atlanta, aux Etats-Unis, en mai.

Sharyar Khan de l'ONU aurait dit que ce dont le Rwanda avait besoin était un Plan Marshall. Cependant la communauté internationale n'a, à ce jour, rendu disponible qu'un quart des six cent trente-huit millions de dollars requis par le Gouvernement rwandais.



Asie

Afghanistan... En septembre 1995, les Taliban ont capturé Hérat, la seconde ville d'Afghanistan, par là-même modifiant le rapport de forces à l'intérieur du pays. Ils ont, par la suite, menacé d'attaquer la capitale si le Président Rabbani ne donnait pas sa démission. La menace d'un conflit majeur à Kaboul a mené au retrait de nombreux membres du personnel des ONG et de l'ONU.

Rabbani a accusé le Pakistan de prêter son appui aux Taliban et un fort sentiment anti-pakistanaïse était évident dans la capitale. Une foule importante de manifestants a attaqué l'Ambassade du Pakistan à Kaboul, le lendemain de la chute d'Hérat, tuant l'un des membres du personnel et infligeant de lourds dégâts au bâtiment.

En octobre, les Taliban ont occupé les collines qui surplombent le sud de la capitale, amenant des flots de réfugiés venant des banlieues sud vers le centre de la ville. Depuis la prise de ces collines, il y a régulièrement des attaques à la roquette sur la capitale, faisant de nombreuses victimes. Le RSSG a mené une série d'entretiens avec toutes les parties pour essayer d'éviter une bataille généralisée pour prendre Kaboul.

En raison des combats qui se déroulent à proximité de la ville et du blocus quasi-total de Kaboul, les prix des denrées de base se sont considérablement accrus, augmentant la vulnérabilité d'une grande partie de la population de la ville. Le CICR a contribué à acheminer par voie aérienne des approvisionnements en vivres pour cent soixante mille personnes, et le PAM est parvenu à amener un convoi de 18 camions en février. Des dizaines de milliers de personnes ont néanmoins fui la capitale. Les inondations qui sévissent depuis la deuxième moitié d'avril dans sept provinces au moins entravent les efforts d'aide d'urgence, bien que l'impact total des dégâts ne puisse pas encore être estimé de façon précise.

L'Iran continue ses efforts visant à accélérer le retour des réfugiés vers l'Afghanistan, bien que les combats dans la province d'Hérat ait perturbé le processus de rapatriement.

L'ONU a lancé un appel le 9 octobre 1995 pour recueillir cent vingt-quatre millions de dollars, mais, le 7 février 1996, vingt-sept millions de dollars seulement avaient été reçus. Le financement des activités d'aide

d'urgence demeure difficile à assurer - seulement 65 % de l'objectif de cent-six millions de dollars pour l'année dernière ont été reçus.

Des discussions ont eu lieu entre les divers groupes à l'intérieur du pays, pour essayer de créer des alliances. Le développement le plus significatif à cet égard est l'émergence récente d'une nouvelle alliance entre Rabbani et Hisb-e-Islami d'Hekmatyar, quelques semaines seulement après que ce dernier eût semblé s'allier à d'autres groupes d'opposition.

Des entretiens ont également eu lieu entre l'Iran et le Pakistan pour essayer de réduire la tension née de la croyance, à Téhéran, que les Taliban jouissaient de l'appui des Etats-Unis et du Pakistan pour neutraliser l'influence iranienne dans la région. L'Iran ne semble pas avoir été convaincu par les promesses du Pakistan qu'il n'était pas impliqué dans le conflit et il semblerait qu'il appuie maintenant ouvertement Rabbani.



Europe

Tchéchénie... Au cours de la dernière semaine d'avril, Dzhokhar Dudayev, leader séparatiste tchéchène, a été tué lors d'une attaque à la roquette près du village de Rochni Chu. Il a été remplacé par Zelimkhan Yandarbaev, qui, malgré son refus d'envisager des pourparlers de paix avec Moscou et bien qu'il ait demandé le djihad contre la Russie, ne jouit pas de l'appui des anciens soldats du côté des rebelles qui se sont montrés inquiets de son manque d'autorité. Cependant, les désaccords qui existent entre les chefs les plus probables, à savoir Maskhadov, chef d'état-major et Basaev, principal commandant tchéchène sur le terrain, quant au remplacement de Dudaev (il semblerait que Maskhadov donne son appui à Yandarbaev alors que Basaev semble impatient de prendre la relève lui-même), risquent d'endommager encore davantage l'unité séparatiste. Il est trop tôt pour savoir comment le changement de direction affectera la situation sur le terrain - le dirigeant du gouvernement tchéchène soutenu par Moscou, Zavgaev, semble optimiste que la tension grandissante entre les rebelles tchéchènes orientera le conflit loin des forces russes - issue qui arrangerait Boris Yeltsin dont la popularité dans la période qui précède les élections de cet été profiterait bien du coup de fouet que lui donnerait un règlement négocié du conflit. Il a depuis été réélu, mais les doutes concernant sa santé persistent.

La déclaration du Président Yeltsin, le 31 mars, selon

laquelle un nouveau plan de paix comprendrait un cessez-le-feu immédiat unilatéral de la part des forces de la fédération ; des préparations en vue des élections pour un parlement tchéchène ; un retrait progressif des forces de la fédération ; des négociations pour parvenir à un accord sur le statut de la Tchétchénie ; l'engagement que la Douma envisage une amnistie des combattants tchéchènes et une enveloppe financière pour la reconstruction de la Tchétchénie, n'ont pas mené à un cessez-le-feu complet et les hostilités ont continué des deux côtés, notamment autour de Sernovodsk dans l'ouest de la Tchétchénie, faisant de nombreuses victimes. Au moment où cette mise à jour a été rédigée, une rencontre des principaux commandants russes et tchéchènes était prévue pour discuter comment mettre en oeuvre le pacte auquel étaient parvenus leurs dirigeants politiques pour mettre un terme à cette guerre qui durait alors depuis 18 mois. Comme cela avait été le cas pour l'accord de mars, le pacte en trois points, convenu entre Yandarbaev, le dirigeant séparatiste, et Yeltsin, comprend un cessez-le-feu, l'échange des prisonniers et d'autres pourparlers sur le retrait des troupes russes en échange du désarmement des rebelles. Chose curieuse, il ne comprend pas une discussion sur l'indépendance totale de la Tchétchénie. Il est maintenant dans l'intérêt de la Russie (et du destin électoral de Yeltsin) de veiller à ce que les commandants militaires cessent les tirs et les bombardements, même si les séparatistes divisés ne le font pas. Là encore, il y a eu des victimes des deux côtés depuis le pacte. Depuis mars, plus de

dix milliers de personnes ont fui la région, se dirigeant sur Ingushetia, dans le sud de la Tchétchénie, ou vers Grozny. Mais la capacité de ces régions à subvenir aux besoins des personnes déplacées est limitée et Grozny notamment offre peu de sécurité.

Alors qu'au milieu de 1995, les personnes déplacées revenaient à leurs maisons et à leurs villages en grand nombre, il est inquiétant de voir que de plus en plus de civils rejoignent les rangs des personnes déplacées à Ingushetia (60 000) et à Dahestan (40 000). Le 17 avril, l'ONU a lancé ses appels fusionnés pour la Tchétchénie pour 1996 pour un montant de 13 millions de dollars, par opposition à 25 millions de dollars en 1995 pour les 92 000 personnes déplacées dans le plus grand dénuement sur une population déplacée totale de 147 000. Un certain nombre d'agences internationales sont impliquées dans la coordination de l'aide, mais l'accès aux populations assiégées est extrêmement difficile dans certaines régions et la situation est dangereuse pour les agents humanitaires - le 19 mars, un ouvrier du bâtiment de Medair et un interprète ont trouvé la mort en Ossetie du Nord, en mars et début avril, des employés du CICR ont été enlevés puis relâchés aussitôt et plus récemment, des camions du CICR ont été détournés.

Sources :

Systèmes d'information sur la nutrition des réfugiés
d'ACC/SCN
Africa Confidential
Angola Peace Monitor
Groupe afghan des Agences britanniques
Crosslines
Rapports de situation du DAH à Genève
The Economist
Horn of Africa Bulletin
Membres du RRN
Rapports hebdomadaires du PAM
Divers articles de journaux britanniques

Stages de formation

Disaster Management Course, Faringdon, Oxfordshire, Royaume-Uni, 23 juillet-29 août 1996
[Stage sur la gestion des situations de catastrophe]
Organisé par le Cranfield Disaster Preparedness Centre et l'Oxford Centre for Disaster Studies, ce stage vise ceux qui ont des responsabilités en matière de gestion des situations de catastrophe, mais qui risquent d'avoir une connaissance limitée de la théorie et de la pratique. En plus du volet gestion des situations de catastrophe, le stage offre une instruction sur des

compétences plus générales en matière de gestion comme exposés, élaboration de projets et constitution de réseaux de développement organisationnel. Une proportion importante du stage sera consacrée à développer et à pratiquer une vaste gamme de compétences de formation.

↳ Pour de plus amples renseignements et des demandes d'inscriptions, s'adresser à Siân Chubbs,

Disaster Preparedness Centre, Cranfield University, RMCS, Shrivenham, Swindon, Wiltshire SN6 8LA, GB.
Tél: +44 1793 78 52 87. Fax: +44 1793 78 21 79.

Re-thinking Psycho-social Interventions, Refugee Studies Programme, Royaume-Uni, 16-20 septembre 1996

[Réflexion sur les interventions psychosociales, Programme d'études sur les Réfugiés]

Mené par Derek Summerfield [auteur du récent Dossier thématique N°14], ce stage intéressera ceux qui conçoivent, exécutent et financent les programmes dans le domaine de la santé mentale. Il offrira l'occasion de réfléchir sur les diverses méthodes adoptées dans les interventions psychosociales, et examinera des questions comme la "relativité culturelle" et le ciblage de types particuliers de traumatisme. Il présentera également un cadre de développement social, déjà familier au monde des ONG, comme offrant les meilleures chances de subvenir aux besoins des populations affligées en développant des projets sur mesure, flexibles et durables qui aident les populations à reconstruire leurs vies. Les frais d'inscription s'élèvent à 250 livres sterling (logement et repas non compris)

↳ Pour de plus amples renseignements et des demandes d'inscriptions, s'adresser à Education Unit, Refugee Studies Programme, Queen Elizabeth House, 21 St Giles, Oxford OX1 3LA, GB.

Tél: +44 1865 27 07 23. Fax: +44 1865 27 07 21.

Email: rspnet@vax.oxford.ac.uk.

Nutrition in Emergencies, London School of Hygiene and Tropical Medicine, Royaume-Uni, 19-27 septembre 1996

[La nutrition dans les situations d'urgence]

The Centre for Human Nutrition organise ce stage de courte durée conçu pour les nutritionnistes, les spécialistes de la santé publique et les directeurs de programme d'urgence qui ont l'intention de travailler dans le secteur de la nutrition dans les situations d'urgence alimentaire. Les objectifs généraux de ce stage sont de donner aux participants la capacité de mener des enquêtes identifiant les besoins et les groupes cibles pour une intervention nutritionnelle, de concevoir le type de programme alimentaire le mieux approprié et de négocier efficacement avec les représentants des agences d'aide d'urgence, du gouvernement et des bénéficiaires.

↳ Pour de plus amples renseignements et des demandes d'inscriptions, s'adresser à M. Paul Shanley, Administrative Officer, Short Courses, Registry, LSHTM, Keppel Street, Londres WC1E 7HT, GB.

Tél: +44 171 927 20 74. Fax: +44 171 323 06 38.

Email: registry@lshtm.ac.uk.

BSc (Honours) Degree Course in International Disaster Engineering and Management, Université de Coventry, Royaume-Uni, cursus de 3 ans

[Programme d'études universitaires de 3 ans sur l'ingénierie et la gestion des catastrophes internationales]

Organisé en association avec le Fire Service College, ce cursus vise à offrir un mélange de connaissances académiques et pratiques afin que les diplômés développent une expertise technologique et de gestion des catastrophes, les équipant pour un emploi dans une grande variété d'organisations gouvernementales, non gouvernementales et commerciales qui s'occupent directement de l'aide d'urgence. Le cursus couvre les domaines des questions opérationnelles, d'encadrement et stratégiques pour permettre aux étudiants de faire face aux diverses phases d'une catastrophe: allègement, préparation préalable, aide d'urgence, réhabilitation et reconstruction.

BSc (Honours) Degree Course in Development and Health in Disaster Management, Université de Coventry, Royaume-Uni, cursus de 3 ans

[Programme d'études universitaires de 3 ans sur le développement et la santé dans la gestion des catastrophes]

Ce nouveau cursus - qui a reçu l'approbation de l'OMS et de l'ODA du Royaume-Uni - a été récemment lancé par l'université de Coventry. Cette licence en matière de Développement et de Santé dans la gestion des catastrophes continue sur la lancée du succès de la licence en ingénierie et gestion des catastrophes internationales figurant supra. Ce nouveau cursus, qui commence en octobre 1996, couvrira ce que l'on appelle les cinq phases de la catastrophe: allègement, préparation préalable, aide d'urgence, réhabilitation et redressement.

↳ Pour de plus amples renseignements sur ces deux licences, s'adresser à Les Moseley, Course Leader, School of The Built Environment, Coventry University, Priory Street, Coventry CV1 5FB, GB.

Tél/fax: +44 1203 83 84 85.

Working in Long-term Conflict: Managing the Organisational Challenge, Oxford, Royaume-Uni, 11-16 novembre 1996

[Travailler dans les zones de conflit à long terme: gérer le défi organisationnel]

L'objectif de ce stage public de formation d'INTRAC est d'accroître la capacité des cadres supérieurs des ONG à réfléchir d'un point de vue stratégique au développement de leur propre capacité, et de la capacité des organisations partenaires, à opérer dans les conflits. Le stage sera confié à Hugo Slim et à Jonathan Goodhand.

↳ Pour de plus amples renseignements, s'adresser à

Rick James, INTRAC, PO Box 563, Oxford OX2 6RZ, GB. Tél: +44 1865 20 18 51. Fax: +44 1865 20 18 52. Email: intrac@gn.apc.org.

Disaster Management Training Programme (DMTP)

[Programme de formation pour la gestion des catastrophes]

Au cours des cinq dernières années, ce stage, organisé par les DAH/PNUD, a été mis en oeuvre pour aborder les questions relatives à la gestion des catastrophes - notamment en ce qui concerne la planification préalable, l'allègement et l'intervention devant les catastrophes naturelles et causées par l'homme. Les activités du DMTP comprennent la mise en place d'institutions à l'échelle planétaire, l'établissement de réseaux entre institutions et individus, la production et la diffusion de matériel pédagogique, la recherche, la formation des formateurs, des ateliers et des programmes concrets de suivi aux ateliers.

The Complex Emergencies Training Initiative (CETI)

[Initiative de formation en matière de situations d'urgence complexe]

Une concertation interorganisations sur la formation humanitaire s'est déroulée en juin 1995 et a mené au lancement de ce programme de formation de l'ONU. Plus tard, et parallèlement à la résolution 1995/96 du Conseil économique et social qui demandait notamment

"l'élaboration de stratégies pour un perfectionnement global du personnel, y compris des modules de formation interorganisations", les réunions de la CETI de septembre 1995 et de janvier 1996 ont mené à l'élaboration d'une matrice d'action fondée sur une évaluation conjointe des besoins dans le domaine de la formation et à un accord sur l'ordre des priorités. Le projet d'un nouveau module sur la "Coordination parmi les Organisations internationales dans les situations d'urgence complexe" sera passé en revue par les membres de la CETI avant la prochaine consultation de juin 1996.

└ Pour de plus amples renseignements tant sur le DMTP que sur la CETI, s'adresser à Nahla Haidar, DAH des Nations Unies, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse. Tél: +41 22 917 12 34. Fax: +41 22 917 00 23. Email: dhagva@dha.unicc.org.

Conférences

Conférences à venir

**16ème Congrès international de nutrition
"La nutrition, science et applications, vers une santé
intégrale", Montréal, Canada,
27 juillet-1er août 1997**

Ce congrès, organisé sous les auspices de l'Union internationale des sciences de la nutrition, vise à explorer les frontières actuelles de la recherche en nutrition et d'évaluer son impact sur l'établissement des politiques alimentaires, sur l'approvisionnement des consommateurs en aliments de qualité et sur la formulation de recommandations en matière d'alimentation visant à améliorer la santé, tant par la prévention que par le traitement des maladies.

└ Pour de plus amples renseignements, s'adresser au 16th International Congress of Nutrition, c/o Conference Services Office, National Research Council Canada, Ottawa, ON, Canada K1A 0R6. Tél: +1 613 993 72 71. Fax +1 613 993 72 50.

Email: confmail@aspm.lan.nrc.ca.

**Reconstructing Livelihoods Towards a New Model of Resettlement, Oxford, Royaume-Uni,
9-13 septembre 1996**

[Reconstruire les moyens d'existence, vers un nouveau modèle de réinstallation]

Le Refugees Studies Programme accueille cette seconde conférence internationale dans le cadre de son programme sur trois ans qui examine la reconstruction des moyens d'existence des populations déracinées par les guerres, la persécution et le dénuement économique. La conférence est conçue pour contribuer à la conceptualisation de modèles de développement plus salutaires qui mèneraient à une meilleure mise en oeuvre des lignes directrices en matière de réinstallation.

└ Pour de plus amples renseignements sur le lieu, le coût et l'inscription, s'adresser à Dr Christopher McDowell, Refugee Studies Programme, Queen

Elizabeth House, University of Oxford, 21 St Giles,
Oxford OX1 3LA, GB.
Tél: +44 1865 27 04 36. Fax: +44 1865 27 07 21.
Email: christopher.mcdowell@qeh.ox.ac.uk.

**WorldAid'96, Genève, Suisse,
30 septembre-4 octobre 1996**

WorldAid'96 est le premier salon mondial sur les approvisionnements destinés à l'aide d'urgence et à la réhabilitation. WorldAid est une organisation à but non lucratif, appuyée par toutes les institutions de l'ONU et les principales agences humanitaires. Dès février, 153 fournisseurs professionnels et plus d'une cinquantaine d'organismes avaient réservé leur place. Un certain nombre d'ateliers et de séminaires se dérouleront en parallèle au salon, rassemblant des représentants du monde des affaires et des agences humanitaires pour discuter des divers aspects de la fourniture de l'aide d'urgence. Parmi les catégories couvertes figureront : les abris, les télécommunications, l'eau, la nourriture, l'assainissement, le transport, les fournitures médicales, l'électricité, la recherche des mines, les supports techniques pour les personnes handicapées et la maîtrise des épidémies. Selon CEO Odd Grann (ancien secrétaire général de la Croix-Rouge norvégienne) "WorldAid est le résultat direct des expériences de la Bosnie, du Rwanda et de la Somalie".

└ Pour de plus amples renseignements, s'adresser à :
WorldAid, 11 avenue de Joli-Mont, 1209 Genève, Suisse.
Tél: +41 22 788 67 28. Fax: +41 22 788 59 78.

**IDNDR Regional Workshop for the Mediterranean -
Vulnerability Reduction and Sustainable Urban
Development in the Mediterranean Region, Naples,
Italie, 26-28 septembre 1996 (dates provisoires)**

[Atelier régional d'IDNDR pour la région méditerranéenne - Réduction de la vulnérabilité et développement urbain durable dans la région méditerranéenne]

Réunissant des experts de pays de la région méditerranéenne et des représentants des organisations internationales et européennes, cet événement vise à rassembler les pays participants et les institutions oeuvrant pour la réduction de la vulnérabilité. Il vise à déclencher des actions ultérieures, à tous les niveaux y compris à celui de l'Union européenne.

└ Pour de plus amples renseignements, s'adresser à
Francesco Pisano, Project Officer, IDNDR, Secrétariat,
Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.
Tél: +41 22 798 58 50. Fax: +41 22 733 86 95.
Email: Francesco.Pisano@dha.unicc.org

Comptes rendus de conférences

**The International Landmines Conference,
Phnom Penh, Cambodge, 4 juin 1995**

[Conférence internationale sur les mines terrestres]
Parrainée par la campagne cambodgienne pour interdire l'emploi des mines terrestres et par l'ONG Forum on Cambodia, cette conférence a rassemblé plus de quatre cents personnes provenant de quarante-deux pays différents, dont des représentants de l'ONU et de gouvernements, des victimes des mines et des démineurs qui tous soutiennent l'interdiction internationale sur l'emploi des mines terrestres. La conférence visait à accomplir un certain nombre d'objectifs, dont l'augmentation des fonds destinés aux efforts de déminage, la planification et les préparations pour préconiser une interdiction lors du prochain examen du Protocole dans le cadre de l'ONU et la formation de nouvelles campagnes nationales et régionales qui déploient des efforts sérieux pour obtenir cette interdiction.

A ce jour, trente et un pays ont demandé une interdiction absolue et treize (Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Colombie, Irlande, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Philippines et Suisse) ont pris cette démarche unilatéralement. Le refus de la Grande-Bretagne de prendre part à une interdiction absolue s'est quelque peu modifié à la suite de la récente décision de l'Amérique de réexaminer sa propre position. Cependant, plusieurs pays continuent à produire et à vendre des mines et de nombreux gouvernements et seigneurs de guerre sont loin de refuser de les employer.

└ Un rapport complet des Actes de la Conférence cambodgienne sur les mines terrestres peut être obtenu auprès de l'ONG Forum on Cambodia, PO Box 2295, Phnom Penh 3, Cambodge. Tél/fax: +855 23 60119.
Email : NGOFORUM@Pactok.Peg.apc.org

**UN Peacekeeping in the 1990s, Université du
Limerick, Royaume-Uni, 17 juin 1995**

[Le maintien de la paix dans le cadre de l'ONU dans les années 90]

La conférence a rassemblé des praticiens, des responsables politiques et des universitaires pour essayer de mettre au point une solution pour le maintien de la paix vers la fin du siècle. Le thème général de cette conférence était la façon dont les forces de maintien de la paix de l'ONU devraient être entraînées et préparées pour de nouvelles responsabilités dans l'ère de l'après-guerre froide où les tensions politiques et ethniques ont inéluctablement compliqué la notion de l'exercice impartial et efficace des fonctions de maintien de la paix. Les participants ont entendu des documents décrivant les expériences nationales spécifiques du Danemark, de l'Irlande et de l'Inde, alors qu'un

document final analysait l'impact parfois néfaste des missions de maintien de la paix sur le pays d'accueil. La conférence a marqué une étape importante dans le développement d'un projet de recherche sur deux ans parrainé par l'ONU à l'université du Limerick en collaboration avec l'université d'Ulster.

└ Pour de plus amples renseignements, s'adresser au Professeur E. Moxon-Browne, University of Limerick, Dean's Office, College of Humanities, Limerick, République d'Irlande. Tél: +353 61 20 22 86/20 22 87. Fax: +353 61 33 81 70.

Recycling and Sustainable Post-disaster Reconstruction, Post-war Reconstruction and Development Unit, Université de York, Royaume-Uni, 3 juillet 1995

[Le recyclage et la reconstruction durable après les catastrophes, Unité de reconstruction et de développement après conflit]

Cet atelier d'une journée visait à :

- passer en revue les projets actuels de reconstruction après les catastrophes qui ont employé des matériaux de construction recyclés
- concrétiser la connaissance actuelle du sujet par des discussions
- formuler un projet pilote conjoint pour illustrer quels sont les avantages que présentent les matériaux recyclés dans les régions déchirées par la guerre.

La priorité de la reconstruction après les catastrophes est le redressement économique en tant que prélude à la reconstruction physique. Par conséquent, l'atelier était fondé sur l'idée que l'emploi de matériaux recyclés dans la reconstruction après les catastrophes permet aux collectivités affligées d'économiser sur les frais de nettoyage des décombres, de conserver des ressources précieuses et d'utiliser les chances d'emploi qu'offrent les programmes de recyclage.

└ Le compte rendu et les conclusions de cet atelier peuvent être obtenus auprès de Gavin Ward, Post-war Reconstruction and Development Unit, The King's Manor, York YO1 2EP, GB.

Regional Mechanisms for Early Warning and Preventive Diplomacy in Africa, Addis Ababa, Ethiopie, 9-11 octobre 1995

[Mécanismes régionaux d'alerte rapide et de diplomatie préventive en Afrique]

Parrainé conjointement par International Alert et le Groupe InterAfrica, l'atelier a rassemblé des participants originaires des diverses sous-régions d'Afrique. Ses principaux objectifs étaient de :

- faciliter l'instauration de points de convergence pour l'alerte rapide et l'action préventive parmi les ONG basées en Afrique

- appuyer la faculté et la capacité de ces ONG à prendre des mesures décisives et efficaces pour empêcher le déclenchement de conflits violents en Afrique
- édifier des alliances multi-sectorielles entre les divers groupes qui jouent un rôle dans la prévention et la résolution des conflits en Afrique
- explorer des possibilités grâce auxquelles le système d'alerte rapide des ONG pourrait augmenter l'efficacité des autres systèmes intergouvernementaux d'alerte rapide.

Des progrès sont maintenant en bonne voie : à savoir la création d'un réseau d'ONG en Afrique pour diriger l'exploitation d'un système d'alerte avancée ; la définition d'un plan d'action et d'un calendrier communs pour les prochaines étapes du processus ; et un accord sur une répartition nette du travail pour tous les protagonistes.

└ Il est possible de se procurer un rapport sur l'atelier en s'adressant à Comfort Lamptey, International Alert, 1 Glyn Street, Londres SE11 5HT, GB.

Tél: +44 171 793 83 83. Fax: +44 171 793 79 75.

Towards Improved Shelter and Environment for Refugees and Displaced Persons within Post-Yugoslavia Countries, Université de Luton, Royaume-Uni, 9-11 octobre 1995

[Vers une amélioration des abris et de l'environnement

pour les réfugiés et les personnes déplacées dans les pays de l'ex-Yougoslavie]

L'objectif de cet atelier était de réunir des universitaires, des praticiens, des responsables politiques et des fabricants pour discuter des programmes et des politiques en matière d'abris et faire des recommandations pour une amélioration des prestations pour les réfugiés et les personnes déplacées dans les pays de l'ex-Yougoslavie. Les délibérations ont été divisées en trois domaines principaux :

- le niveau des prestations en matière d'abris dans les nations développées déchirées par la guerre
- les possibilités de prestations en matière d'abris d'urgence pour appuyer le redressement de l'après guerre et le développement à long terme
- les recommandations pratiques pour l'amélioration des pratiques courantes.

Suite à deux jours de délibérations, les quarante participants internationaux ont conclu l'atelier en proposant un ensemble de recommandations pour une meilleure prestation en matière d'abris.

└ Les actes et les documents sont disponibles auprès de Sue Ellis, The Research Centre, 24 Crawley Green Road, Luton, Bedfordshire LU1 3LF, GB.

Seminar on International Humanitarian Law for NGOs, Genève, Suisse, 10 octobre 1995

[séminaire sur le droit international humanitaire pour les ONG]

Une cinquantaine de personnes, représentant une trentaine d'ONG ont participé à ce séminaire organisé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'Institut universitaire des Hautes Etudes Internationales (IUHEI). Le séminaire a donné un aperçu du droit international humanitaire (DIH) applicable dans les situations de conflit armé et la relation qui existe entre ce droit et les Droits de l'Homme. Le séminaire a mis l'accent sur l'importance d'une bonne concertation entre les organisations travaillant sur le terrain dans les différents contextes opérationnels. Elle a permis de présenter le Code de Conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophe [disponible auprès du RRN tant que Dossier thématique N°7]. La journée s'est terminée par une discussion ouverte sur le thème "le rôle des ONG dans la coopération humanitaire". Il s'agissait du deuxième séminaire de ce type organisé à Genève ; un troisième est prévu pour le quatrième trimestre de 1996.

Les organisations intéressées de participer doivent s'adresser à Carlo von Flüe, International Division, 19 avenue de la Paix, 1202 Genève, Suisse.

Tél: +41 22 734 60 01. Fax: +41 22 733 20 57.

Oxfam's Work in Conflict Situations, Birmingham, Royaume-Uni, 29 janvier-2 février 1996

[Les travaux d'Oxfam dans les situations de conflit]

Cet atelier a offert l'occasion de passer en revue les travaux d'Oxfam à ce jour sur le thème du conflit, de partager les enseignements tirés et de dégager les domaines essentiels pour apprendre à l'avenir. Les participants ont mis en évidence certaines des contraintes qui empêchent l'apprentissage au sein de et entre programmes dans les situations de conflit et ont choisi les thèmes essentiels suivants pour diriger les apprentissages futurs : la société civile, les migrations forcées, les Droits de l'homme, la préparation préalable et le traumatisme, les mécanismes pour faire face et les stratégies de survie, et l'évaluation de l'impact. Un groupe de travail a été mis sur pied pour faire progresser les stratégies d'apprentissage sur ces questions relatives au conflit et à la résolution des conflits.

Pour obtenir un rapport complet, s'adresser à Kate Morrow, Oxfam, 274 Banbury Road, Oxford OX2 7DZ, GB.

Tél: +44 1865 31 24 01.

Fax: +44 1865 31 26 00.

Email: kmorrow@oxfam.org.uk.

La prévention des conflits : un défi pour l'Union européenne, Londres, Royaume-Uni, 8 février 1996

Organisé par Oxfam (Royaume-Uni et Irlande) et Saferworld, ce séminaire a rassemblé plus de quatre-vingts spécialistes de la politique étrangère et du développement pour discuter de la capacité de prévention des conflits de l'Europe. Les délibérations étaient axées sur les possibilités offertes par la Conférence intergouvernementale pour redresser les lacunes des relations extérieures de l'UE, telles que définies dans le Traité de Maastricht. Les délégués ont souligné la nécessité de coordonner les politiques économique, diplomatique et militaire pour aider à réduire l'instabilité dans les pays en voie de développement. Une approche dynamique réduirait les frais, non seulement sur le plan de l'aide d'urgence et de la reconstruction post-conflictuelle, mais encore sauverait les vies de nombreuses personnes impliquées dans le conflit.

Un rapport du séminaire est disponible auprès de Sarah Joseph, Saferworld, 34 Alfred Place, Londres, WC1E 6DP, Royaume-Uni. Tél: +44 171 580 88 86.

Fax: +44 171 631 14 44. Email : sworld@gn.apc.org.

The Safe Trust Conference on the (Red Cross) Code of Conduct, Oxford, Royaume-Uni, 22 mars 1996

[Conférence de la SAFE Trust sur le Code de Conduite (de la Croix-Rouge)]

Support Action for Emergencies, connue sous le nom de The SAFE Trust, fondation récemment créée, a organisé une conférence sur le Code de Conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophe [disponible auprès du RRN tant que Dossier thématique N°7]. Présidée par la Baronne Caroline Cox, l'exposé liminaire a été prononcé par David Cook de Green College, Oxford, sur "La morale chrétienne : le Code et l'aide en cas de catastrophe". Sa contribution a poussé les participants à poser des questions notamment sur les clauses 3 et 5 de ce Code. D'autres contributions ont été faites par Mike Adamson de la Croix-Rouge britannique, Sara Davidson de People in Aid, Marcus Thompson d'Oxfam et Hugo Slim du CENDEP. La conférence a souligné la nécessité pour les ONG opérationnelles non seulement de souscrire au Code, mais encore de former tant leur personnel de siège que le personnel de terrain à le respecter, ou de risquer la perte inéluctable de considération officielle et de soutien financier. Des inquiétudes ont été exprimées quant au choix de l'instance susceptible de contrôler l'application du Code avec un minimum de bureaucratie. La conférence a réuni des directeurs généraux et des responsables de l'aide d'urgence venant du nombre croissant des organisations chrétiennes d'aide d'urgence et de développement. Selon le Mouvement international de la Croix-Rouge

et du Croissant-Rouge, il s'agissait de la première conférence qui ait jamais eu lieu sur le Code.

↳ Pour de plus amples renseignements, s'adresser à Simon Kendall, The SAFE Trust, Cumbers, Liss, Hampshire GU33 7LL, Royaume-Uni.
Tél: +44 1730 89 45 55.

Launch of World Disasters Report, Londres, Royaume-Uni, 23 mai 1996

[Lancement du Rapport sur les catastrophes dans le monde]

La Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR), conjointement avec l'ODI et le RRN, a organisé une conférence d'un jour à l'ODI à Londres pour lancer le Rapport de 1996 sur les catastrophes dans le monde. S'éloignant de la structure des anciensancements, celui-ci a rassemblé des représentants du monde des affaires, de l'armée et des médias, de même que le personnel d'agences humanitaires. Choissant une approche provocante pour les discussions, quatre réunions ont respectivement posé les questions suivantes :

- "Secours S.A. ou le commerce de l'assistance : Quand les entreprises commerciales côtoient les agences gouvernementales et les organisations humanitaires" ;
- "Faut-il interdire le front humanitaire aux soldats ? Catastrophes, armée et le nouveau désordre mondial" ;
- "Pourquoi les médias se fourvoient régulièrement dans les situations de catastrophe ? Stéréotypes, éthique et promenades en hélicoptère "
- "Droits, responsabilités et normes dans les situations de crise "

Le principal point de convergence du rapport de cette année, en plus des mises à jour et des statistiques sur les catastrophes naturelles et "complexes" du monde entier, est sur les normes et la bonne pratique des agences humanitaires ; et en particulier, comment suivre les principes généraux du Code de Conduite de la FICR et des ONG, auquel soixante-dix-sept signataires, en plus des huit organismes fondateurs, ont maintenant souscrit et auquel cent quarante-quatre gouvernements ont promis leur appui.

Présidé par Peter Walker de la FICR, plus de cent quarante délégués ont participé à un débat animé, à la session plénière finale, sur des questions comme le contrôle de l'application de ce Code de Conduite ; l'instauration d'une instance professionnelle ou d'un Médiateur pour surveiller que les agences respectent ses recommandations ; l'implication des bailleurs

d'aide en retenant les fonds des organisations qui refusent de souscrire ou qui ne respectent pas leurs engagements ; l'inclusion des institutions de l'ONU dans les débats et le contenu précis d'un Code de cette nature.

↳ Pour de plus amples renseignements sur les quatre réunions, s'adresser à Nick Cater ou à Peter Walker, FICR Genève, Suisse.
Tél: +41 22 73 42 22 . Fax: +41 22 733 03 95.

Publications

Adaptable Livelihoods - Coping with Food Insecurity in the Malian Sahel [Moyens d'existence adaptables - Faire face à l'insécurité alimentaire dans le Sahel malien], par Susanna Davies, MacMillan Press Ltd, Houndmills, Basingstoke, Hampshire RG21 6XS, Royaume-Uni. ISBN 0 312 26824
Prix: £45 en édition reliée.

Ce livre explique comment l'insécurité alimentaire et des moyens d'existence peut être prédite afin de réduire la menace de la famine. Il conclut en ébauchant une méthodologie simplifiée pour surveiller la sécurité des moyens d'existence, à utiliser comme base pour développer des plans de réserve et des capacités et des mesures de planification régionales en matière de sécurité alimentaire. Ce livre comprend une liste complète de références bibliographiques.

Burundi's Uprooted People - Caught in the Spiral of Violence [Les populations déracinées du Burundi - prises au piège dans une escalade de violence] Commission des Nations Unies pour les réfugiés, Issue Paper, Août 1995, The US Committee for Refugees, 1717 Massachusetts Ave, NW, Suite 701, Washington DC, 20036, Etats-Unis. ISSN 0882-9282

Ce rapport ne cherche pas à couvrir tous les aspects de la crise complexe du Burundi. Il vise à documenter comment et pourquoi la crise du Burundi a forcé des centaines et des milliers de personnes à prendre la fuite, à exposer les besoins humanitaires et de protection des populations déracinées du Burundi et à analyser les perspectives des Burundais pour retourner dans leur pays en toute sécurité. Il offre également un historique aux facteurs ethniques et socio-politiques qui ont contribué à la situation actuelle grave dans laquelle plus d'une centaine de personnes sont tuées chaque semaine et qui ont mené à une paralysie presque totale du gouvernement et à de grandes difficultés pour les agences d'aide pour atteindre et approvisionner ceux qui sont dans le dénuement.

Conflict Resolution: A Review of Some Non-governmental Practices - "A cautionary Tale" [La résolution des conflits: Examen de certains usages non gouvernementaux - "Un récit édifiant"], Etude sur l'aide dans les situations d'urgence et les catastrophes, Rapport N°5 par Dr Eftihia Voutira et Shaun A Whishaw Brown, Nordiska Afrikainstitutet (Nordic Africa Institute), Uppsala, Suède, 1995 ISBN 91-7106-374-9 Prix: 60 KR ou 9 \$US

Ce rapport passe en revue la documentation et les usages des ONG britanniques dans la résolution des conflits, la formation en matière de résolution des conflits et la diplomatie préventive. Il intègre une information sur ce travail hors du Royaume-Uni et a des implications générales pour toute organisation travaillant dans ce domaine. Il n'est pas destiné à servir de "manuel" pour les bailleurs de fonds pour les aider à décider quelles interventions devraient être financées. Au contraire, il demande à ses lecteurs d'entamer le dialogue que le rapport vise à stimuler. Les auteurs admettent que, s'ils avaient disposé de plus de temps, il aurait été utile d'établir une comparaison entre ce que les ONG disent qu'elles font et ce qu'elles font en réalité. Dans le cas présent, l'information se limite à ce qu'elles disent qu'elles font.

Economy at the Cross Roads - Famine and Food Security in Rural Ethiopia [Economie à la croisée des chemins - Famine et Sécurité alimentaire en Ethiopie rurale], Getachew Diriba, CARE Ethiopia, PO Box 4710, Addis Ababa, Ethiopie, 1995 Prix: 60 birrs (en Ethiopie) ou 20 \$US (étranger, affranchissement compris).

Cette étude, qui repose sur l'expérience vieille de quinze ans de l'auteur en Ethiopie, est le résultat des échecs perçus comme tels des stratégies dans son pays. Il examine diverses questions de sécurité alimentaire, notamment relativement au contexte éthiopien. L'auteur pose deux questions dans le contexte de l'aide aux victimes de la famine à long terme dans son pays: l'Ethiopie elle-même et les bailleurs de fonds peuvent-ils se permettre de continuer à nourrir 20 % de la population ou plus, chaque jour, chaque année? et/ou l'aide aux victimes de la famine est-elle, dans le cadre des usages en vigueur en Ethiopie, un moyen efficace et le seul moyen de répondre aux pénuries alimentaires?

Engineering in Emergencies - A Practical Guide for Relief Workers [Les techniques dans les situations d'urgence - Guide pratique pour les agents humanitaires], Jan Davis et Robert Lambert, Intermediate Technology Publications Ltd, 103-105 Southampton Row, Londres WC1B 4HH, Royaume-Uni, 1995 ISBN 1-85339-222-7 Prix: £16.95

Ce livre accessible et pratique fait appel à l'expérience de nombreux agents humanitaires, notamment de membres de RedR, et traite en profondeur à la fois les sujets "durs", y compris la fourniture d'eau, l'assainissement et les abris et les questions "plus douces" telles que les besoins des réfugiés, les

compétences de gestion et l'efficacité personnelle. Le texte a des renvois, est indexé et a l'appui d'illustrations, de tableaux et de listes de contrôle.

Field Guide on Rapid Nutritional Assessment in Emergencies (Guide de terrain sur l'évaluation nutritionnelle rapide dans les situations d'urgence). Organisation mondiale de la santé, Bureau régional pour la Méditerranée orientale, 1995, PO Box 1517, Alexandrie, Egypte, 1995, ISBN 92 9021 198 9, Prix: 6\$US.

Ce guide de terrain est destiné à tous ceux qui sont confrontés à la nécessité d'établir des estimations rapides mais fiables de la situation nutritionnelle dans une situation d'urgence comme base d'action ultérieure. Il fournit une simple procédure, étape par étape, pour effectuer une étude rapide du statut nutritionnel, à partir du choix de l'échantillon représentatif de l'étude jusqu'à l'analyse et l'interprétation des résultats. Les étapes sont faciles à suivre et le rapport prétend qu'elles reposent sur des principes scientifiques solides et qu'elles donnent des données fiables pour planifier des interventions appropriées.

Focus on Refugee Children - A Handbook for Training Field Refugee Workers in Social and Community Work [Les enfants réfugiés - Manuel de formation pour les travailleurs sociaux et socio-culturels qui s'occupent des réfugiés sur le terrain]. Eva Segerström, Rädda Barnen (Swedish Save the Children) 10788 Stockholm, Suède, 1995, ISBN 91 8876 20 7, Prix: 190KRS.

Ce manuel, avant tout destiné aux praticiens, repose sur l'expérience des travaux de Rädda Barnen avec les communautés de réfugiés, notamment afghanes et somaliennes. Il est organisé sous un format applicable aux programmes de formation, de l'alerte la plus rapide d'une situation d'urgence à l'opération d'une installation permanente de réfugiés. La première section donne un historique introductif à la théorie du travail social et dans les communautés visant un changement social souhaitable. La seconde partie - le matériel de formation - est destiné à être utilisé dans la formation en atelier par les agents qui s'occupent des réfugiés sur le terrain, où les participants sont des volontaires de la communauté des réfugiés. Il contient des images à utiliser au cours des programmes de formation.

Guerre et santé publique - Manuel pour l'aide aux prises de décisions Dr Pierre Perrin, CICR, Genève, Suisse, 1995, ISBN 2 88145 072 5, Prix: 35F.

Ce manuel est destiné aux cadres et au personnel de santé responsables des interventions humanitaires dans les situations de conflits armés. Il aborde les

grands problèmes de santé des populations déplacées. En procédant étape par étape, il montre comment dans les situations conflictuelles on peut mettre en place un système de santé qui permette de répondre aux besoins essentiels des populations victimes de conflits. Les outils de santé publique le plus fréquemment utilisés dans ces situations pour l'évaluation, l'établissement des priorités, l'analyse des possibilités d'interventions et leur suivi sont évalués en tenant compte des contraintes rencontrées sur le terrain. Il aborde aussi le problème de la protection des victimes de conflits armés en développant certains aspects du droit international humanitaire notamment ceux directement en relation avec la santé. Enfin, il propose aux professionnels de santé un schéma de réflexion sur les problèmes éthiques qui se présentent aux principales étapes des interventions humanitaires. Seulement disponible en français à l'heure actuelle, une traduction en anglais sera disponible sous peu.

The Oxfam Poverty Report (Le rapport d'Oxfam sur la pauvreté). Kevin Watkins, Publication d'Oxfam, 274 Banbury Road, Oxford OX2 7DZ, Royaume-Uni, 1995, ISBN 0 85598 318 3, Prix: £9.95

Ce rapport fait appel à l'expérience des travaux d'Oxfam dans plus de soixante-dix pays, pour examiner quelles sont les causes de la pauvreté et des conflits. Il met en évidence les forces structurelles qui nient aux populations leurs droits essentiels et donne un vaste éventail d'exemples des façons dont les hommes et les femmes amènent des changements positifs à tous les niveaux, de leur foyer à l'arène internationale. Ce rapport est le résultat de travaux effectués en collaboration entre les Oxfam du Royaume Uni, d'Irlande, d'Amérique, du Canada et de Nouvelle-Zélande. Il couvre l'impact, sur la pauvreté, de la guerre, des ajustements structurels, du commerce international, de l'écologie, de l'aide, de la dette et du développement, et offre un ordre du jour d'Oxfam pour le changement, y compris la discussion de la participation, de l'égalité des chances, de l'équité, de la paix et de la sécurité et d'un avenir (écologique) durable. La série complète des notes indiquant en détail les réunions et les documents s'y rapportant est aussi incluse.

The Reality of Aid 1995 - An Independent Review of International Aid [La réalité de l'aide en 1995 - Examen indépendant de l'aide internationale] Initiatives d'ICVA, d'EuroStep, d'ActionAid et Development, Earthscan Publications Ltd, 120 Pentonville Road, Londres N1 9JN, Royaume-Uni, 1995, ISBN 1 85383 222 8, Prix: £12.95

Ce rapport annuel, résultant des travaux entrepris conjointement par les ONG de vingt-et-un pays de

l'OCDE, fournit une évaluation détaillée des niveaux actuels d'aide, des récents changements survenus dans la politique en matière d'aide et des perspectives pour l'avenir (un grand nombre des statistiques sont également disponibles dans le rapport du CAD). En outre, les principales statistiques sont résumées par sujet en tableaux et graphismes faciles à utiliser. Reality of Aid 1996 a été lancé en juin 1996.

The State of the World's Children 1996 [La condition des enfants du monde en 1996] UNICEF, Oxford University Press, Walton Street, Oxford OX2 7DZ, Royaume-Uni, ISBN 0 19 262747 3 Prix: £5.95

Ce rapport du cinquantième anniversaire de l'UNICEF vise à remplir trois objectifs : il propose un ordre du jour pour la prévention et l'allègement des souffrances des enfants dans les conflits armés ; il passe en revue les travaux, les efforts et les progrès de l'UNICEF dans son premier demi-siècle d'existence ; et il présente des données statistiques assemblées pour 1996. Le rapport n'offre pas une analyse particulièrement approfondie, mais donne plutôt quelques faits généraux récents sur l'aide aux enfants au cours des cinquante dernières années, telles que les initiatives sur les droits de l'enfant.

The State of the World's Refugees - In Search of Solutions [La condition des réfugiés du monde - A la recherche de solutions] HCR, Oxford University Press Inc., New York, USA, ISBN 0 19 280432 1, 1995
Prix: £9.99 en livre de poche

Ce rapport, publié tous les deux ans, fournit une analyse de questions majeures telles que : les Droits de l'homme, le maintien de la paix et la démobilisation, lier l'aide d'urgence à l'assistance à plus long terme, l'asile et l'immigration. Le HCR, bien placé pour offrir un examen de ces questions, fournit aussi une série de tableaux statistiques, de graphismes et de cartes qui décrivent la condition des réfugiés dans le monde. Il comprend aussi vingt-cinq études de cas, qui illustrent les situations clés dans lesquelles se trouvent ces réfugiés et qui montrent comment aborder le problème des déplacements de population sont mis en pratique.

The UN Department of Humanitarian Affairs in Angola: A Model for the Coordination of Humanitarian Assistance ? [Le Département des Affaires humanitaires de l'ONU en Angola : Un Modèle de Coordination de l'Assistance humanitaire ?] *Études sur les situations d'urgence et l'aide d'urgence en cas de catastrophe*, Rapport N°4 de Toby Lanzer, Nordiska Afrikainstitutet (Nordic Africa Institute) Uppsala, Suède, 1996 ISBN 91 706 354 Prix: 60 KR ou 9 \$US

Ce rapport décrit les activités du Département des

Affaires humanitaires de l'ONU (DAH) en Angola d'avril 1993 à avril 1995 ; il ne vise pas à en faire une évaluation. Il débute par la création du DAH Angola et poursuit en décrivant comment les relations ont été établies avec le Gouvernement et l'UNITA. Il considère les différentes façons selon lesquelles les principaux concepts, les rôles et les responsabilités pourraient être discutés et approuvés. Il présente les activités au jour le jour, y compris l'indispensable échange d'information. Il montre comment le DAH a organisé la préparation et le lancement des appels interorganisations et comment il a encouragé et surveillé la sécurité du personnel des agences humanitaires et, finalement, comment le renforcement de la capacité est devenu une importante stratégie du DAH. C'est un regard utile sur une organisation qui, établie depuis peu, a souvent vu son rôle remis en question et, bien qu'étant un compte rendu peu critique, il offre un point de vue "d'initié" sur son fonctionnement. Il représente les points de vue de l'auteur, plutôt que ceux du DAH.

The United Nations and Somalia 1992-1996 [Les Nations-Unies et la Somalie de 1992 à 1996] *The United Nations Blue Book Series, Volume III, Department of Public Information, New York, États-Unis, 1996, ISBN 92-1-100366-3* Disponible auprès de HMSO au Royaume-Uni. Prix: £23

Il s'agit du huitième volume de la série qui couvre les travaux de l'ONU sur l'Apartheid, le Cambodge, la Non-Prolifération nucléaire, El Salvador, le Mozambique, la Promotion de la Femme et les Droits de l'Homme. Il documente quatre années de présence de l'ONU en Somalie et couvre sa mise en application de la paix de même que son rôle humanitaire. Il comprend plus d'une centaine de documents qui se rapportent à ses travaux, y compris lettres, déclarations de presse, résolutions, extraits d'entrevues, rapports, cartes et tableaux.

Yugoslavia, the Former and the Future - Reflections by Scholars from the Region [Yougoslavie, l'ancienne et la future - réflexions d'érudits de la région]. Payam Akhavan et Robert Howse, The Brookings Institution, Washington DC, États-Unis, 1995, ISBN 0 8157 0253 1 Prix: 14,95 \$US

Dans ce livre, des érudits de l'ancienne Yougoslavie explorent la désintégration dévastatrice de leur patrie. La diversité des points de vue - d'érudits de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de Serbie et de Slovénie - fournit un dialogue tout à fait indispensable sur le mélange des forces, des événements et des personnalités qui ont conduit à la crise et offre l'occasion de se tourner vers un avenir plus brillant pour la région. Il couvre un éventail de facteurs qui ont contribué à la guerre civile, y compris historiques, constitutionnels et économiques. C'est un instrument

utile, écrit dans un style agréable à lire et souvent personnalisé, pour quiconque souhaite mieux comprendre ce qui a causé l'éclatement de la Yougoslavie et les problèmes plus généraux du nationalisme et des luttes internationales de l'après guerre froide.

Et pour finir...

L'équipe de rédaction... Laura Jackson, coordinatrice du RRN, continue à gérer le RRN à plein temps, avec l'aide de Nathalie Shellard, administratrice du RRN. John Borton - fondateur et ancien coordinateur du RRN - et Joanna Macrae, chercheurs pour l'ODI, offrent des conseils et des contributions de recherche à temps partiel. Alistair Hallam, chercheur-associé à l'ODI et précédemment économiste pour l'évaluation conjointe de l'aide d'urgence au Rwanda a apporté son concours et support à la réalisation de ce numéro.

L'équipe aimerait également exprimer ses remerciements à Derek Summerfield, à Koenraad van Brabant et à Danielle de Lame pour leurs contributions à ce numéro, et à Susanne Jaspars, Helen Young, Peter Gee, Mark Perkins et Luke Aris pour leurs travaux sur la **Revue sur l'Etat des connaissances N°3** et le **Dossier thématique N°13** qui ont été envoyés en février cette année. Certains membres ont d'ailleurs été sollicités pour leurs conseils et leur expérience de première main qui ont servi à maintenir la section Mise à jour aussi à jour et pertinente que possible.

Le RRN sur l'Internet... Pour ceux qui ont accès à l'Internet, il est maintenant possible d'avoir accès à la nouvelle "page d'accueil" du RRN sur le WorldWide Web à : <http://www.oneworld.org/odi/rrn/index.html>. Ce site permet d'accéder au répertoire - qui forme une partie importante du **Dossier thématique N°13** - qui, à son tour, relie à plus de trois cents sites, y compris les dernières nouvelles, rapports de situations, pages d'accueil d'agences humanitaires, organisations d'enseignement et de recherche et fournisseurs de service Internet basés au sud. Le site comprend aussi une liste à jour des organisations, basées dans plus d'une cinquantaine de pays, qui forment les membres du Réseau. Les nouveaux membres peuvent remplir une fiche via la page d'accueil qui peut ensuite être envoyée par courrier électronique directement au RRN - plus besoin de stylos, d'imprimantes, ni de timbres ! Par ailleurs, nous allons sous peu envoyer une série de résumés de toutes les publications du RRN sur le Web pour permettre aux visiteurs du site d'être mieux informés sur notre documentation et de commander des publications individuelles.

Le financement... Comme ceux d'entre vous qui ont reçu le questionnaire envoyé en février le sauront, la subvention d'EuronAid, qui a financé le RRN au cours des deux dernières années et demie, expire en octobre cette année. Depuis décembre, l'équipe du RRN a donc entrepris de s'assurer une subvention pour la seconde phase d'exploitation du RRN (Phase II), pour couvrir la période d'octobre 1996 à octobre 1999. Selon la disponibilité de financement, un certain nombre de changements sont proposés pour continuer sur la lancée de la qualité actuelle des publications en développant des liens plus formels avec les représentants des régions qui subissent des catastrophes complexes et naturelles en cours. Il est également proposé qu'un certain nombre de modifications soient effectuées pour encourager des contributions des membres et pour augmenter l'accessibilité des publications pendant le processus de conception, de rédaction et de production. A ce jour, nous avons accompli des progrès satisfaisants pour garantir le financement nécessaire. Un rapport plus complet figurera dans le prochain bulletin d'information.

Réseau Aide d'Urgence et Réhabilitation

L'objectif du Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation" (RRN) est de faciliter la communication et l'échange d'idées et d'expériences entre membres clés des ONGs intervenant dans le domaine de l'aide d'urgence et de la réhabilitation. Les membres du réseau sont soit désignés par leur organisation, soit inscrits à titre individuel. Chaque année, les membres du réseau reçoivent régulièrement, en anglais ou français, les publications suivantes: les Bulletins d'information, les Dossiers thématiques et les Revues pluridisciplinaires sur l'actualité en matière de connaissances et techniques. Les membres du Réseau peuvent également obtenir des conseils sur tout problème technique ou opérationnel en faisant appel à l'expertise du ODI ou de ses partenaires européens. La cotisation annuelle varie selon le type d'organisation.

Le RRN est administré par le ODI (Overseas Development Institute) en collaboration avec l'Association Européenne des Organisations Non-Gouvernementales pour l'Aide Alimentaire et l'Aide d'Urgence (EuronAid). Le ODI est un institut de recherche indépendant, à but non-lucratif. L'Institut est engagé dans la recherche liée aux questions de développement et d'aide d'urgence. Il cherche à promouvoir l'échange d'information et d'expérience afin de contribuer aux débats et à la formation de politiques dans ces domaines. EuronAid a pour but de fournir la logistique et des services financiers aux ONGs utilisant l'Aide Alimentaire de la CEE dans leurs programmes de développement et d'aide d'urgence. EuronAid est basé à la Haye et comprend 27 organisations membres et 2 ayant le statut d'observateur.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter:

Le Réseau Aide d'Urgence et Réhabilitation
Overseas Development Institute
Regent's College
Inner Circle
Regent's Park
Londres NW1 4NS
Royaume Uni

Tel: +44 (0) 171 487 7601/7591

Fax: +44 (0) 171 487 7590

Email: rm@odi.org.uk

Internet: <http://www.oneworld.org/odi/rm/index.html>